

Transparence – Tansparantie 2022

Description, inventaires et liste

Description

En application des articles 57 et suivants de la loi du 08.07.1976 organique des CPAS, les missions d'un CPAS sont :

Chapitre IV - Des missions du centre public d'action sociale (art. 57 - 68quinquies)

Section 1re - Missions générales et exécution (art. 57 - 62ter)

Art. 57.

§ 1^{er}. Sans préjudice des dispositions de l'article 57ter, le centre public d'action sociale a pour mission d'assurer aux personnes et aux familles l'aide due par la collectivité.

Il assure non seulement une aide palliative ou curative, mais encore une aide préventive. Il encourage la participation sociale des usagers.

Cette aide peut être matérielle, sociale, médicale, médico-sociale ou psychologique.

§ 2. [...]

Dans le cas visé sous 2°, l'aide sociale est limitée à l'aide matérielle indispensable pour le développement de l'enfant et est exclusivement octroyée dans un centre fédéral d'accueil conformément aux conditions et modalités fixées par le Roi. La présence dans le centre d'accueil des parents ou personnes qui exercent effectivement l'autorité parentale est garantie.

Le Roi peut déterminer ce qu'il y a lieu d'entendre par aide médicale urgente.

Un étranger qui s'est déclaré réfugié et a demandé à être reconnu comme tel, séjourne illégalement dans le Royaume lorsque la demande d'asile a été rejetée et qu'un ordre de quitter le territoire exécutoire a été notifié à l'étranger concerné.

L'aide sociale accordée à un étranger qui était en fait bénéficiaire au moment où un ordre de quitter le territoire exécutoire lui a été notifié, est arrêtée, à l'exception de l'aide médicale urgente, le jour où l'étranger quitte effectivement le territoire et, au plus tard, le jour de l'expiration du délai de l'ordre de quitter le territoire.

Il est dérogé aux dispositions de l'alinéa précédent pendant le délai strictement nécessaire pour permettre à l'étranger de quitter le territoire, pour autant qu'il ait signé une déclaration attestant son intention explicite de quitter le plus vite possible le territoire, sans que ce délai ne puisse en aucun cas excéder celui qui est fixé à l'article 7, 4°, de la loi du X sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers.

La déclaration d'intention précitée ne peut être signée qu'une seule fois. Le centre informe sans retard le Ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses compétences, ainsi que la commune concernée, de la signature de la déclaration d'intention.

S'il s'agit d'un étranger qui est devenu sans abri suite à l'application de l'article 433quaterdecies du Code pénal, l'aide sociale visée à l'alinéa quatre et cinq peut être fournie dans un centre d'accueil tel que visé à l'article 57ter.

§ 3. Le centre exerce la tutelle ou à tout le moins assuré la garde, l'entretien et l'éducation des enfants mineurs d'âge lorsqu'ils lui sont confiés par la loi, les parents ou les organismes publics.

§ 4. Le centre effectue les tâches qui lui sont confiées par la loi, le Roi ou l'autorité communale.

Art. 57bis.

Dans les conditions fixées par le Roi, les centres publics d'action sociale octroient une prime d'installation à la personne qui perd sa qualité de sans-abri pour occuper un logement qui lui sert de résidence principale.

Art. 57ter.

L'aide sociale n'est pas due par le centre lorsque l'étranger enjoint de s'inscrire en un lieu déterminé en application de l'article 11, § 1^{er}, de la loi du 12 janvier 2007 sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers bénéficie de l'aide matérielle au sein d'une structure d'accueil chargée de lui assurer l'aide nécessaire pour mener une vie conforme à la dignité humaine.

Par dérogation à l'article 57, § 1^{er}, le demandeur d'asile auquel a été désigné comme lieu obligatoire d'inscription en application de l'article 11, § 1^{er}, de la loi du 12 janvier 2007 sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers, une structure d'accueil gérée par l'agence ou par un partenaire de celle-ci ne peut obtenir l'aide sociale que dans cette structure d'accueil, conformément à la loi du X sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers.

Le centre n'est pas tenu d'accorder une aide sociale si l'étranger fait l'objet d'une décision prise conformément à l'article 4 de la loi du 12 janvier 2007 sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers.

Art. 57ter/1.

En vue d'assurer une répartition harmonieuse des places d'accueil entre les communes, le C.P.A.S. est tenu de créer des initiatives locales d'accueil visées à l'article 64 de la loi du 12 janvier 2007 sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers. Le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, définit les critères de cette répartition en tenant compte de la situation spécifique de chaque commune. Ce plan de répartition prend effet à partir d'une date fixée par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres. À défaut de créer des initiatives locales d'accueil, le C.P.A.S. peut se voir appliquer une sanction financière dont les modalités et l'affectation sont fixées par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres.

Art. 57ter/2.

Si un étranger, qui dispose d'un lieu obligatoire d'inscription en vertu de l'article 54 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, est découvert dans un logement visé à l'²[article 433^{quaterdecies} du Code pénal]², le CPAS compétent du lieu d'inscription obligatoire est tenu, dans les trente jours à dater de l'expulsion du logement en cause, de mettre à disposition de l'étranger un logement situé sur le territoire de sa commune.

Pour la période prenant cours le jour de l'expulsion du logement et prenant fin le jour où le centre compétent met à disposition de l'étranger un logement, celui-ci est relogé aux frais du centre et le centre est tenu de fournir l'aide sociale à l'étranger.

Art. 57quater.

§ 1^{er}. La personne de nationalité étrangère, inscrite au registre des étrangers, qui en raison de sa nationalité n'a pas droit à l'intégration sociale et qui a droit à une aide sociale financière, peut prétendre à une intervention financière du centre public d'action sociale dans les frais liés à son insertion professionnelle.

§ 2. Le Roi détermine les types d'insertion pour lesquels le centre intervient financièrement ainsi que le montant, les conditions d'octroi et les modalités de cette intervention financière. Le Roi peut déterminer les conditions d'accès aux différents programmes d'insertion et d'emploi.

§ 3. Par dérogation à l'article 23 de la loi du 12 avril 1965 concernant la protection de la rémunération des travailleurs, l'intervention financière du centre peut être imputée sur la rémunération du travailleur. Cette imputation s'effectue directement après les retenues autorisées en vertu de l'article 23, alinéa 1^{er}, 1^o, de la même loi et n'intervient pas dans la limite d'un cinquième prévue à l'article 23, alinéa 2. Une intervention financière qui

est imputée sur la rémunération du travailleur est néanmoins considérée comme une rémunération en ce qui concerne la législation fiscale et sociale.

§ 4. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, dans les conditions qu'il détermine, pour les travailleurs occupés avec le bénéfice d'une intervention financière du centre dans leur rémunération :

1° prévoir des dérogations aux dispositions de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, en ce qui concerne le respect des règles relatives à la rupture du contrat de travail par le travailleur lorsque celui-ci est engagé dans les liens d'un autre contrat de travail ou nommé dans une administration ;

2° prévoir une exonération temporaire, totale ou partielle, des cotisations patronales de sécurité sociale, visées à l'article 38, §§ 3 et 3bis, de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés et des cotisations patronales de sécurité sociale, visées à l'article 2, §§ 3 et 3bis, de l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés.

Art. 57quinquies.

Par dérogation aux dispositions de la présente loi, le centre n'est pas tenu d'accorder une aide sociale aux ressortissants des États membres de l'Union européenne et aux membres de leur famille pendant les trois premiers mois du séjour ou, le cas échéant, pendant la période plus longue prévue à l'article 40, § 4, alinéa 1^{er}, 1°, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, ni tenu, avant l'acquisition du droit de séjour permanent, d'octroyer des aides d'entretien.

Art. 57sexies.

Par dérogation aux dispositions de la présente loi, l'aide sociale n'est pas due par le centre à l'étranger autorisé au séjour sur la base de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, en raison d'un permis de travail B ou d'une carte professionnelle.

Art. 58.

§ 1^{er}. Une demande d'aide sociale, soumise à la décision du centre, est inscrite le jour de sa réception, par ordre chronologique, dans le registre tenu à cet effet par le centre public d'action sociale.

La demande écrite est signée par l'intéressé ou par la personne qu'il a désignée par écrit.

Lorsque la demande est orale, l'intéressé ou la personne désignée par écrit signe dans la case *ad hoc* du registre visé à l'alinéa 1^{er}.

§ 2. Le centre adresse ou remet le même jour un accusé de réception au demandeur.

§ 3. Lorsqu'un centre public d'action sociale reçoit une demande d'aide pour laquelle il ne se considère pas compétent, il transmet cette demande dans les cinq jours calendrier par écrit au ²[centre public d'action sociale]² qu'il estime être compétent. Dans le même délai, il avertit le demandeur par écrit de cette transmission.

À peine de nullité, la transmission de la demande au centre public d'action sociale considéré comme étant compétent, ainsi que la notification au demandeur de la transmission, se fait au moyen d'une lettre mentionnant les raisons de l'incompétence.

Toutefois, la demande sera validée à la date de sa réception au premier centre public d'action sociale, telle que déterminée au § 1^{er}.

Le centre public d'action sociale qui manque à cette obligation doit accorder, aux conditions fixées par la présente loi, l'aide sociale, tant qu'il n'a pas transmis la demande ni communiqué les raisons invoquées pour justifier l'incompétence.

La décision d'incompétence peut être prise par le président à charge pour lui de soumettre sa décision au conseil ou à l'organe compétent à la plus prochaine réunion, en vue de sa ratification.

Art. 59.

Le centre public d'action sociale remplit sa mission en suivant les méthodes du travail social les plus adaptées et dans le respect des convictions idéologiques, philosophiques ou religieuses des intéressés.

Art. 60.

§ 1^{er}. L'intervention du centre est, s'il est nécessaire, précédée d'une enquête sociale, se terminant par un diagnostic précis sur l'existence et l'étendue du besoin d'aide et proposant les moyens les plus appropriés d'y faire face.

L'intéressé est tenu de fournir tout renseignement utile sur sa situation et d'informer le centre de tout élément nouveau susceptible d'avoir une répercussion sur l'aide qui lui est octroyée.

Le rapport de l'enquête sociale établi par un travailleur social visé à l'article 44 fait foi jusqu'à preuve contraire pour ce qui concerne les constatations de faits qui y sont consignées contradictoirement.

Le centre qui aide un demandeur d'asile qui ne réside pas effectivement sur le territoire de la commune que le centre dessert, peut demander au centre public d'action sociale du lieu de résidence effective du demandeur d'asile concerné d'effectuer l'enquête sociale. Ce dernier centre est tenu de communiquer le rapport de l'enquête sociale au centre demandeur dans le délai fixé par le Roi. Le Roi peut déterminer le tarif en fonction duquel le centre demandeur rémunère les prestations du centre qui a effectué l'enquête sociale. Le Roi peut aussi déterminer les conditions minimales auxquelles doivent répondre l'enquête sociale du ³[centre public d'action sociale] de la résidence effective, ainsi que le rapport y relatif.

§ 2. Le centre fournit tous conseils et renseignements utiles et effectue les démarches de nature à procurer aux intéressés tous les droits et avantages auxquels ils peuvent prétendre dans le cadre de la législation belge ou étrangère.

§ 3. Il accorde l'aide matérielle sous la forme la plus appropriée.

L'aide financière peut être liée par décision du centre aux conditions énoncées aux articles 3, 5^o et 6^o, 4, 11 et 13, § 2, de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale.

En cas de non-respect de ces conditions, le droit à l'aide financière peut, sur proposition du travailleur social ayant en charge le dossier, être refusé ou suspendu partiellement ou totalement pour une période d'un mois au maximum.

En cas de récidive dans un délai maximum d'un an, le droit à l'aide financière peut être suspendu pour une période de trois mois au maximum.

§ 4. Il assure, en respectant le libre choix de l'intéressé, la guidance psycho-sociale, morale ou éducative nécessaire à la personne aidée pour lui permettre de vaincre elle-même progressivement ses difficultés.

Il tient compte de la guidance déjà effectuée et de la possibilité de faire continuer celle-ci par l'autre centre ou service auquel l'intéressé a déjà fait confiance.

§ 5. Si la personne aidée n'est pas assurée contre la maladie et l'invalidité, il l'affilie à l'organisme assureur choisi par elle, et, à défaut de ce choix, à la Caisse auxiliaire d'assurance maladie-invalidité. Il exige dans la mesure du possible une contribution personnelle de l'intéressé.

§ 6. Le centre public d'action sociale crée, là où cela se révèle nécessaire et, le cas échéant, dans le cadre d'une programmation existante, des établissements ou services à caractère social, curatif ou préventif, les étend et les gère.

La nécessité de la création ou de l'extension d'un établissement ou d'un service doit résulter d'un dossier qui comporte un examen sur les besoins de la commune et/ou de la région et sur les établissements ou services similaires déjà en fonction, une description du fonctionnement, une évaluation précise du prix de revient et des

dépenses à effectuer ainsi que, si possible, des informations permettant une comparaison avec des établissements ou services similaires.

La création ou l'extension d'établissements ou services qui sont susceptibles de bénéficier de subventions au niveau soit des investissements, soit du fonctionnement, ne peut être décidée que sur base d'un dossier faisant apparaître que les conditions prévues par la législation ou la réglementation organique pour l'octroi de ces subventions seront respectées.

Sans préjudice des autorisations à obtenir d'autres autorités publiques, la décision de créer ou d'étendre un établissement ou un service, dès qu'elle est de nature à entraîner une intervention à charge du budget communal ou à majorer celle-ci, est soumise à l'approbation du conseil communal.

§ 7. Dans le cas où un ayant droit à l'aide sociale financière en application de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale ou de la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les centres publics d'aide sociale doit justifier de sa disposition à travailler, le centre prend toutes les dispositions de nature à lui permettre l'insertion socioprofessionnelle.

Le centre peut fournir cette aide en agissant lui-même comme employeur pour une durée qui ne peut être supérieure à la durée nécessaire à la personne visée à l'alinéa 1^{er} en vue d'obtenir le bénéfice complet des allocations sociales. Cette aide, sous la forme d'un emploi d'insertion, peut comprendre un temps de formation, assimilé à des prestations de travail, jusqu'à maximum 1/5 de temps de travail annuel.

Par dérogation aux dispositions de l'article 31 de la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs, les travailleurs engagés dans les liens d'un contrat de travail par les centres, en application du présent paragraphe, alinéa 2, peuvent être mis par ces centres à la disposition de personnes morales de droit privé ou de droit public, dénommés les utilisateurs externes.

En application de l'alinéa précédent, l'emploi d'insertion fait l'objet d'une Convention de mise à disposition précisant l'accompagnement fourni par le centre et par l'utilisateur externe ainsi que, au minimum, un plan d'acquisition de compétences.

Par dérogation à l'alinéa 3, lorsque l'emploi d'insertion est exécuté au sein d'un service du centre, dénommé utilisateur interne, l'ayant droit dispose d'une description de fonction, et d'un plan d'acquisition de compétences. Ce dernier est communiqué à l'ayant droit par le centre selon les modalités fixées par le Gouvernement.

Après concertation avec les centres, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale arrête le modèle de Convention de mise à disposition ainsi que les documents établissant le plan d'acquisition de compétences.

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale détermine les conditions et les modalités suivant lesquelles l'emploi visé à l'alinéa 2 doit être conclu en vue de maintenir le droit du centre à la subvention liée à l'insertion de la personne occupée en application de l'article 36 de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale et de l'article 5, § 4bis, de la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les C.P.A.S.

Pour la mise en œuvre du présent paragraphe, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale soutient financièrement les centres dans les limites des crédits budgétaires disponibles.

§ 8. Le conseil de l'action sociale organise, par voie de règlement d'ordre intérieur, le dépôt, la garde et la restitution, volontaires ou nécessaires, des valeurs qui peuvent lui être confiées, en vertu des articles 1915 à 1954*quater* du Code civil, par des personnes admises dans un de ses établissements.

Le receveur est chargé d'accepter le dépôt ou désigne éventuellement, en accord avec le secrétaire, les personnes qui sont chargées, sous sa responsabilité, de recevoir, de garder et de restituer ces dépôts.

Art. 60bis.

Le centre public d'action sociale prend toutes les initiatives nécessaires en vue d'informer le public sur les différentes formes d'aide qu'il octroie et en fait rapport annuellement dans la note de gestion.

Art. 61.

Le centre peut recourir à la collaboration de personnes, d'établissements ou de services qui, créés soit par des pouvoirs publics, soit par l'initiative privée, disposent des moyens nécessaires pour réaliser les diverses solutions qui s'imposent, en respectant le libre choix de l'intéressé.

Le centre peut supporter les frais éventuels de cette collaboration, s'ils ne sont pas couverts en exécution d'une autre loi, d'un règlement, d'un contrat ou d'une décision judiciaire.

Dans le même but, le centre peut conclure des conventions soit avec un autre ²[centre public d'action sociale]², un autre pouvoir public ou un établissement d'utilité publique, soit avec une personne privée ou un organisme privé. Par dérogation aux dispositions de l'article 31 de la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs, les travailleurs engagés dans les liens d'un contrat de travail par les ²[centres publics d'action sociale]² peuvent, en application du présent alinéa, être mis par les centres à la disposition des partenaires qui ont conclu une convention avec le centre public d'action sociale sur la base de la présente loi organique.

Art. 62.

Le centre peut proposer aux institutions et services déployant dans le ressort du centre une activité sociale ou des activités spécifiques, de créer avec eux un ou plusieurs comités où le centre et ces institutions et services pourraient coordonner leur action et se concerter sur les besoins individuels ou collectifs et les moyens d'y répondre.

Il a notamment, sans préjudice des compétences de l'autorité fédérale et des entités fédérées, la faculté, pour participer à la lutte contre la pauvreté, et en coordination avec les services et Institutions précités :

1° de veiller à lutter contre la sous protection sociale et le non-recours aux droits ;

2° de développer des approches par les pairs, des processus de travail collectifs et communautaires en vue de renforcer la participation des usagers du C.P.A.S. ;

3° d'établir, en collaboration avec la structure d'appui à la première ligne de soins, un plan social-santé à l'échelle de son ressort territorial sur la base d'un diagnostic partagé des ressources et des besoins de son territoire. Ce plan est présenté au Conseil de l'action sociale et au Conseil communal, et transmis au collège réuni ;

4° de mettre en place un service d'accompagnement à la recherche d'un logement et un service d'habitat accompagné et de prévention des expulsions ;

5° de mettre en œuvre des actions spécifiques dans le cadre de la lutte contre le sans-abrisme ;

6° de développer son service médiation de dettes avec un volet spécifique d'accompagnement à la consommation d'énergie.

Art. 62bis.

La décision en matière d'aide individuelle, prise par le conseil de l'action sociale ou l'un des organes auxquels le conseil a délégué des attributions, est communiquée, par lettre recommandée à la poste ou contre accusé de réception, à la personne qui a demandé l'aide, selon les modalités qui peuvent être déterminées par le Roi.

La décision est motivée et signale la possibilité de former un recours, le délai d'introduction, la forme de la requête, l'adresse de l'instance de recours compétente et le nom du service ou de la personne qui, au sein du centre public d'action sociale, peut être contacté en vue d'obtenir des éclaircissements.

Art. 62ter.

Les fonctionnaires désignés par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale contrôlent l'application des articles 57^{quater}, paragraphes 1^{er} à 3 inclus, et du paragraphe 4, 2°, 60, paragraphe 7, et 61, ainsi que leurs mesures d'exécution, et surveillent le respect de ceux-ci.

Ces fonctionnaires exercent ce contrôle ou cette surveillance conformément aux dispositions de l'ordonnance du 30 avril 2009 relative à la surveillance des réglementations en matière d'emploi qui relèvent de la compétence de la Région de Bruxelles-capitale et à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces réglementations.

En ce qui concerne l'article 57*quater*, paragraphes 1^{er} à 3 inclus, et du paragraphe 4, 2^o, le contrôle ou la surveillance s'exercent sans préjudice des compétences d'inspection et de contrôle des Institutions fédérales compétentes pour les cotisations de sécurité sociale ou pour l'aide sociale financière, qui, en la matière, sont les seuls opérateurs administratifs et techniques.

Section 2 - De la tutelle des enfants (art. 63 - 68)

Art. 63.

Tout mineur d'âge à l'égard duquel personne n'est investi de l'autorité parentale ou n'exerce la tutelle ou la garde matérielle, est confié au centre public d'action sociale de la commune où il se trouve.

Art. 64.

Le tribunal de la jeunesse ou le comité de protection de la jeunesse peuvent confier au centre public d'action sociale les enfants dont le centre assure déjà la garde matérielle et dont les parents sont déchus en tout ou en partie de l'autorité parentale.

Art. 65.

Dans les cas visés aux deux articles précédents, le conseil de l'action sociale désigne parmi ses membres une personne qui exercera la fonction de tuteur et une personne qui exercera la fonction de subrogé tuteur.

Art. 66.

Si ces enfants ont des biens, le receveur remplit pour ces biens les mêmes fonctions que pour les biens du centre. La garantie de la tutelle est constituée par le cautionnement du receveur.

Art. 67.

Les capitaux qui appartiennent ou échoient à ces enfants sont placés à la Caisse générale d'épargne et de retraite ou employés à l'achat d'obligations ou bons de caisse émis par les pouvoirs publics et organismes énumérés au second alinéa du § 1^{er} de l'article 78.

Art. 68.

La tutelle exercée par un membre du conseil de l'action sociale prend fin :

1^o dès qu'une tutelle a été organisée en exécution des règles du Code civil ;

2^o en cas d'adoption, de tutelle officieuse, de reconnaissance, [...] ou de rétablissement des père et mère déchus de l'autorité parentale dans les droits dont ils ont été privés.

Section 3 - Des avances sur pensions alimentaires et du recouvrement de ces pensions (art. 68bis - 68quater.)

Art. 68bis à 68quater.

[...]

Section 4 - Aide spécifique au paiement de pensions alimentaires en faveur d'enfants ou de parts contributives pour enfants placés (art. 68quinquies)

Art. 68quinquies.

§ 1^{er}. Le centre public d'action sociale est chargé d'allouer une aide spécifique au paiement de pensions alimentaires en faveur d'enfants ou de parts contributives pour enfants placés.

§ 2. Le droit à une aide au paiement de pensions alimentaires en faveur d'enfants ou de parts contributives pour enfants placés est accordé lorsque sont réunies les conditions suivantes :

1° le débiteur d'aliments est ayant droit au revenu d'intégration ou de l'aide sociale financière équivalente ;

2° le débiteur d'aliments est une personne qui est redevable :

a) soit d'une pension alimentaire à l'égard de ses enfants et fixée soit par une décision judiciaire exécutoire, soit dans une convention visée à l'article 1288, 3°, du Code judiciaire, soit dans un accord exécutoire visé aux articles 731 à 734 du Code judiciaire ;

b) soit d'une pension alimentaire sur la base de l'article 336 du Code civil ;

c) soit d'une part contributive pour un enfant placé en vertu d'une décision prise par le tribunal de la jeunesse ou par l'autorité administrative compétente ;

3° le débiteur d'aliments apporte la preuve du paiement de cette pension alimentaire ou de cette part contributive.

§ 3. Le montant du droit à une aide spécifique au paiement de pensions alimentaires ou de parts contributives pour enfants placés s'élève à 50% du montant des pensions alimentaires payées ou des parts contributives, plafonné à 1.100 EUR par an.

§ 4. Le Roi détermine les modalités relatives à l'introduction de la demande auprès du centre compétent, à la notification de la décision et au paiement de l'aide spécifique au paiement des pensions alimentaires en faveur d'enfants ou de parts contributives pour enfants placés. Il détermine la procédure à suivre en cas d'incompétence du centre public d'action sociale qui reçoit la demande.

§ 5. L'État accorde au centre compétent une subvention égale à 100% du montant de l'aide spécifique au paiement de pensions alimentaires en faveur d'enfants ou de parts contributives pour enfants placés. Des avances à valoir sur le montant dont la charge est supportée par l'État peuvent être accordées dans les conditions et selon les modalités fixées par le Roi.

Vous trouverez dans les différentes rubriques du présent site toutes les informations utiles en ce qui concerne les compétences, l'organisation et le fonctionnement du CPAS et notamment les moyens disponibles pour introduire une demande d'aide.

Le site contient également des informations sur les services assurés par le CPAS qui ne sont pas spécifiquement visés par la réglementation (ex. : maison de repos et de soins Arcadia, maison d'accueil Le Relais, service d'aide et de repas à domicile, service de médiation de dettes,...).

Omschrijving, inventaris en lijst

Omschrijving

In toepassing van het artikel 57 en volgende van de organieke wet van 08.07.1976, zijn de taken van het O.C.M.W. :

Hoofdstuk IV - TAKEN VAN HET OPENBAAR CENTRUM VOOR MAATSCHAPPELIJK WELZIJN (art. 57 - 68quinquies)

Afdeling I - Algemene taken en uitvoering (art. 57 - 62ter)

Art. 57.

§ 1. Onverminderd het bepaalde in artikel 57ter, heeft het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn tot taak aan personen en gezinnen de dienstverlening te verzekeren waartoe de gemeenschap gehouden is.

Het verzekert niet alleen lenigende of curatieve doch ook preventieve hulp. Het bevordert de maatschappelijke participatie van de gebruikers.

Deze dienstverlening kan van materiële, sociale, geneeskundige, sociaal-geneeskundige of psychologische aard zijn.

§ 2. In afwijking van de andere bepalingen van deze wet, is de taak van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn beperkt tot:

1° het verlenen van dringende medische hulp, wanneer het gaat om een vreemdeling die illegaal in het Rijk verblijft;

2° het vaststellen van de staat van behoefte doordat de ouders hun onderhoudsplicht niet nakomen of niet in staat zijn die na te komen, wanneer het gaat om een vreemdeling jonger dan 18 jaar die met zijn ouders illegaal in het Rijk verblijft.

In het geval bedoeld in 2°, wordt de maatschappelijke hulp beperkt tot de materiële hulp die onontbeerlijk is voor de ontwikkeling van het kind en wordt uitsluitend verstrekt in een federaal opvangcentrum overeenkomstig de voorwaarden en nadere regels bepaald door de Koning. De aanwezigheid in het opvangcentrum van de ouders of van de personen die het ouderlijk gezag over het kind daadwerkelijk uitoefenen, wordt gewaarborgd.

De Koning kan bepalen wat onder dringende medische hulp begrepen moet worden.

Een vreemdeling die zich vluchteling heeft verklaard en heeft gevraagd om als dusdanig te worden erkend, verblijft illegaal in het Rijk wanneer de asielaanvraag is geweigerd en aan de betrokken vreemdeling een [...] bevel om het grondgebied te verlaten is betekend.

De maatschappelijke dienstverlening aan een vreemdeling die werkelijk steuntrekkende was op het ogenblik dat hem een [...] bevel om het grondgebied te verlaten werd betekend, wordt, met uitzondering van de dringende medische hulpverlening, stopgezet de dag dat de vreemdeling daadwerkelijk het grondgebied verlaat, en ten laatste de dag van het verstrijken van de termijn van het bevel om het grondgebied te verlaten.

Van het bepaalde in het voorgaande lid wordt afgeweken gedurende de termijn die strikt noodzakelijk is om de vreemdeling in staat te stellen het grondgebied te verlaten, voor zover hij een verklaring heeft ondertekend die zijn uitdrukkelijke intentie het grondgebied zo snel mogelijk te willen verlaten, weergeeft; deze termijn mag in geen geval de termijn welke vastgelegd is door artikel 7, 4°, van de wet van 12 januari 2007 betreffende de opvang van asielzoekers en van bepaalde andere categorieën van vreemdelingen overschrijden.

De hierboven vermelde intentieverklaring kan slechts eenmaal worden ondertekend. Het centrum verwittigt zonder verwijl de Minister die bevoegd is voor de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, evenals de betrokken gemeente, van de ondertekening van de intentieverklaring.

Indien het gaat om een vreemdeling die dakloos is geworden ingevolge de toepassing van artikel 433quaterdecies van het Strafwetboek, kan de in het vierde en vijfde lid bedoelde maatschappelijke dienstverlening verstrekt worden in een onthaalcentrum, zoals bedoeld in artikel 57ter.

§ 3. Het centrum oefent de voogdij uit over of verzekert althans de bewaring, het onderhoud en de opvoeding van de minderjarige kinderen die door de wet, de ouders of overheidsorganen aan het centrum zijn toevertrouwd.

§ 4. Het centrum voert de taken uit die hem door de wet, de Koning of de gemeenteoverheid zijn toevertrouwd.

Art. 57bis.

Onder de door de Koning bepaalde voorwaarden, kennen de openbare centra voor maatschappelijk welzijn een installatiepremie toe aan de persoon die de hoedanigheid van dakloze verliest door een woning te betrekken die hem tot hoofdverblijfplaats dient.

Art. 57ter.

De maatschappelijke dienstverlening is niet door het centrum verschuldigd indien een vreemdeling die gehouden is zich in te schrijven in een welbepaalde plaats overeenkomstig artikel 11, § 1 van de wet van 12 januari 2007 betreffende de opvang van asielzoekers en van bepaalde andere categorieën van vreemdelingen, materiële hulp ontvangt van een opvangstructuur die belast is met het verlenen van de noodzakelijke dienstverlening om een menswaardig leven te kunnen leiden.

In afwijking van artikel 57, § 1 kan een asielzoeker aan wie in toepassing van artikel 11, § 1 van de wet van 12 januari 2007 betreffende de opvang van asielzoekers en van bepaalde andere categorieën van vreemdelingen als verplichte plaats van inschrijving een opvangstructuur is aangewezen die beheerd wordt door het Agentschap of één van zijn partners, slechts in deze opvangstructuur gebruik maken van de maatschappelijke dienstverlening overeenkomstig de wet van 12 januari 2007 betreffende de opvang van asielzoekers en van bepaalde andere categorieën van vreemdelingen.

De maatschappelijke dienstverlening is niet door het centrum verschuldigd indien ten aanzien van een vreemdeling een beslissing is genomen overeenkomstig artikel 4 van de wet van 12 januari 2007 betreffende de opvang van asielzoekers en van bepaalde andere categorieën van vreemdelingen.

Art. 57ter/1.

Om te zorgen voor een evenwichtige spreiding van de opvangplaatsen over de gemeenten, is het OCMW verplicht lokale opvanginitiatieven op te richten als bedoeld in artikel 64 van de wet van 12 januari 2007 betreffende de opvang van asielzoekers en van bepaalde andere categorieën van vreemdelingen. De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de criteria voor die spreiding, rekening houdend met de specifieke situatie van elke gemeente. Dat spreidingsplan treedt in werking vanaf een door de Koning bepaalde datum, bij een besluit, vastgesteld na overleg in de Ministerraad. Indien het OCMW geen lokale opvanginitiatieven opricht, kan het een financiële sanctie opgelegd krijgen, waarvan de nadere regels en de bestemming door de Koning worden bepaald bij een besluit, vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

Art. 57ter/2.

Indien een vreemdeling, die krachtens artikel 54 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, beschikt over een verplichte plaats van inschrijving, wordt aangetroffen in een woning bedoeld in artikel 433quaterdecies van het Strafwetboek, dan is het bevoegde OCMW van de verplichte plaats van inschrijving ertoe gehouden binnen dertig dagen na de uitdrijving uit de bedoelde woning, een huisvesting ter beschikking te stellen van de vreemdeling op het grondgebied van zijn gemeente.

Voor de periode die begint op de dag van de uitdrijving en die een einde neemt op de dag dat het bevoegde centrum een huisvesting ter beschikking stelt, wordt de vreemdeling op kosten van het centrum geherhuisvest en verstrekt het centrum aan de vreemdeling de maatschappelijke dienstverlening.

Art. 57quater.

§ 1. Voor de persoon van vreemde nationaliteit, ingeschreven in het vreemdelingenregister, die omwille van zijn nationaliteit geen aanspraak kan maken op het recht op maatschappelijke integratie en gerechtigd is op een financiële maatschappelijke hulp, kan het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn financieel tussenkomen in de kosten die verbonden zijn aan de inschakeling van deze persoon in het beroepsleven.

§ 2. De Koning bepaalt voor welke vormen van inschakeling het centrum financieel tussenkomt alsmede het bedrag, de toekenningsvoorwaarden en de modaliteiten van deze financiële tegemoetkoming. De Koning kan de voorwaarden bepalen voor de toegang tot de verschillende inschakelings- en tewerkstellingsprogramma's.

§ 3. In afwijking van artikel 23 van de wet van 12 april 1965 betreffende de bescherming van het loon der werknemers, kan de financiële steun vanwege het centrum in mindering gebracht worden op het loon van de werknemer. Deze aftrek geschiedt dadelijk na de inhouding toegelaten krachtens artikel 23, eerste lid, 1°, van dezelfde wet en telt niet mee voor de grens van een vijfde, bepaald in artikel 23, tweede lid. Een financiële steun die aldus in mindering wordt gebracht op het loon van de werknemer, wordt niettemin voor de toepassing van de sociale en fiscale wetgeving als loon beschouwd.

§ 4. De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, onder de voorwaarden die Hij bepaalt, voor de werknemers die genieten van een financiële steun in hun loon vanwege het centrum:

1° in afwijkingen voorzien op de bepalingen van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, inzake het naleven van de regels betreffende de verbreking van de arbeidsovereenkomst door de werknemer wanneer hij in dienst genomen wordt in het kader van een andere arbeidsovereenkomst of benoemd wordt in een administratie;

2° in een tijdelijke, gehele of gedeeltelijke vrijstelling voorzien van werkgeversbijdragen voor de sociale zekerheid bedoeld in artikel 38, §§ 3 en 3bis, van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers en van de werkgeversbijdragen voor de sociale zekerheid bedoeld in artikel 2, §§ 3 en 3bis, van de besluitwet van 10 januari 1945 betreffende de maatschappelijke zekerheid van mijnwerkers en ermee gelijkgestelden.

Art. 57quinquies.

In afwijking van de bepalingen van deze wet is de maatschappelijke dienstverlening door het centrum niet verschuldigd aan onderdanen van Lid-Staten van de Europese Unie en hun familieleden gedurende de eerste drie maanden van het verblijf of, in voorkomend geval de langere periode zoals bedoeld in artikel 40, § 4, eerste lid, 1°, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, noch is het verplicht om vóór de verwerving van het duurzame verblijfsrecht steun voor levensonderhoud toe te kennen.

Art. 57sexies.

[...]

Art. 58.

§ 1. Een aanvraag betreffende maatschappelijke dienstverlening, waarover het centrum een beslissing moet nemen, wordt, de dag van haar ontvangst, chronologisch ingeschreven in het daartoe door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn gehouden register.

De schriftelijke aanvraag wordt ondertekend door de belanghebbende of de persoon die hij schriftelijk heeft aangewezen.

Wanneer de aanvraag mondeling wordt gedaan, ondertekent de belanghebbende of de schriftelijk aangewezen persoon in het daartoe voorziene vak van het register bedoeld in het eerste lid.

§ 2. Het centrum zendt of overhandigt dezelfde dag aan de aanvrager een ontvangstbewijs.

§ 3. Wanneer een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn een steunaanvraag ontvangt waarvoor het zich onbevoegd acht, zendt het deze aanvraag over binnen de vijf kalenderdagen aan het volgens hem bevoegd

openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn. Binnen dezelfde termijn wordt de aanvrager schriftelijk in kennis gesteld van deze verzending.

Op straffe van nietigheid gebeurt de verzending van de aanvraag aan het bevoegd geachte openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, evenals de kennisgeving van de verzending aan de aanvrager, door een brief met vermelding van de redenen van onbevoegdheid.

De aanvraag zal evenwel worden gevalideerd op de datum van ontvangst bij het eerste openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, zoals bepaald in § 1.

Het openbaar centrum voor maatschappelijke integratie dat deze verplichting niet naleeft, moet overeenkomstig de door deze wet gestelde voorwaarden maatschappelijke dienstverlening verlenen zolang het de aanvraag niet heeft overgezonden en de redenen die aan de onbevoegdheid ten grondslag liggen niet heeft medegedeeld.

De beslissing van onbevoegdheid kan worden genomen door de Voorzitter mits zijn beslissing aan de raad of het bevoegd orgaan te onderwerpen op de eerstvolgende vergadering met het oog op haar bekrachtiging.

Art. 59.

Het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn vervult zijn opdracht volgens de meest aangepaste methoden van het maatschappelijk werk en met eerbiediging van de ideologische, filosofische of godsdienstige overtuiging van de betrokkenen.

Art. 60.

§ 1. De tussenkomst van het centrum is, zo nodig, voorafgegaan van een sociaal onderzoek dat besluit met een nauwkeurige diagnose nopens het bestaan en de omvang van de behoefte aan dienstverlening en de meest passende middelen voorstelt om daarin te voorzien.

De betrokkene is ertoe gehouden elke nuttige inlichting nopens zijn toestand te geven, alsmede het centrum op de hoogte te brengen van elk nieuw gegeven dat een weerslag kan hebben op de hulp die hem wordt verleend.

Het verslag van het sociaal onderzoek opgesteld door een maatschappelijk werker bedoeld in artikel 44 geldt tot bewijs van het tegendeel wat betreft de feitelijke vaststellingen die daarin op tegensprekelijke wijze zijn opgetekend.

Het centrum dat een asielzoeker steunt die niet daadwerkelijk verblijft op het grondgebied van de gemeente die het centrum bedient, kan het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van de werkelijke verblijfplaats van de betrokken asielzoeker verzoeken het sociaal onderzoek uit te voeren. Dit laatste centrum is ertoe gehouden het verslag van het sociaal onderzoek over te zenden aan het centrum dat erom vraagt, binnen de door de Koning vastgestelde termijn. De Koning kan het tarief bepalen waarmee het verzoekend centrum de prestaties vergoedt van het centrum dat het sociaal onderzoek heeft uitgevoerd. De Koning kan ook de minimale voorwaarden bepalen waaraan het sociaal onderzoek van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van de werkelijke verblijfplaats, evenals het verslag ervan, moeten voldoen.

§ 2. Het centrum verstrekt alle nuttige raadgevingen en inlichtingen en doet de stappen om aan de betrokkenen alle rechten en voordelen te verlenen waarop zij krachtens de Belgische of de buitenlandse wetten aanspraak kunnen maken.

§ 3. Het verstrekt materiële hulp in de meest passende vorm.

De financiële hulpverlening kan bij beslissing van het centrum worden onderworpen aan de voorwaarden vermeld in de artikelen 3, 5°, 4, 11 en 13, § 2, van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie.

Indien deze voorwaarden niet worden nageleefd kan het recht op financiële hulp, op voorstel van de maatschappelijk werker belast met het dossier, worden geweigerd of geheel of gedeeltelijk worden geschorst voor een periode van ten hoogste een maand.

In geval van herhaling binnen een termijn van ten hoogste een jaar kan het recht op financiële hulp voor een periode van ten hoogste drie maanden worden geschorst.

§ 4. Het verzekert, met eerbiediging van de vrije keus van de betrokkene, de psycho-sociale, morele of opvoedende begeleiding die de geholpen persoon nodig heeft om geleidelijk zelf zijn moeilijkheden te boven te komen.

Het houdt rekening met de reeds verstrekte begeleiding en met de mogelijkheid tot voortzetting ervan door het andere centrum of dienst waarin de betrokkene zijn vertrouwen reeds heeft uitgedrukt.

§ 5. Indien de persoon aan wie hulp wordt geboden niet verzekerd is tegen ziekte en invaliditeit, maakt het de betrokkene lid van een verzekeringsinstelling naar zijn keuze, en bij gebrek aan een dergelijke keuze, van de Hulpkas voor ziekte- en invaliditeitsverzekering. In de mate van het mogelijke wordt er een persoonlijke bijdrage geëist van de betrokkene.

§ 6. Waar de noodzakelijkheid zich voordoet, richt het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, desgevallend in het kader van een bestaande planning, inrichtingen of diensten op met sociaal, curatief of preventief karakter, breidt deze uit en beheert deze.

De noodzaak tot het oprichten of het uitbreiden van een inrichting of van een dienst moet blijken uit een dossier dat een onderzoek bevat naar de behoeften van de gemeente en/of de streek en naar de gelijkaardige inrichtingen of diensten die reeds in functie zijn, een beschrijving van de wijze van functioneren, een nauwkeurige raming van de kostprijs en van de uitgaven die moeten gedaan worden, alsook, indien mogelijk, inlichtingen die een vergelijking met gelijkaardige instellingen en diensten mogelijk maken.

De oprichting of de uitbreiding van inrichtingen of diensten die in aanmerking kunnen komen voor het genieten van toelagen op het vlak van hetzij de investeringen, hetzij van de werking, kan alleen beslist worden op basis van een dossier waaruit blijkt dat de door de organieke wetgeving of reglementering voor het toekennen van deze toelagen voorziene voorwaarden, nageleefd zullen worden.

Onverminderd de machtigingen te verkrijgen vanwege andere overheidsorganen, wordt het besluit om een inrichting of een dienst op te richten of uit te breiden voor goedkeuring voorgelegd aan de gemeenteraad [...], zodra het besluit van die aard is dat het een tegemoetkoming uit de gemeentebegroting zal meebrengen of deze zal verhogen.

§ 7. In het geval waarin een rechthebbende op financiële maatschappelijke hulp met toepassing van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie of de wet van 2 april 1965 betreffende het ten laste nemen van de steun verleend door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn betreffende het ten laste nemen van de steun zijn werkbereidheid moet rechtvaardigen, treft het centrum alle mogelijke maatregelen om de socioprofessionele inschakeling van de rechthebbende mogelijk te maken.

Het centrum mag die hulp verstrekken door zelf op te treden als werkgever voor een duur die niet langer mag zijn dan de duur die voor de in het eerste lid bedoelde persoon nodig is om gerechtigd te worden op volledige sociale uitkeringen. Die hulp, in de vorm van een inschakelingsbetrekking, kan een opleidingsperiode omvatten die gelijkgesteld wordt aan arbeidsprestaties gaande tot maximaal 1/5 van de jaarlijkse arbeidstijd.

In afwijking van de bepalingen van artikel 31 van de wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers kunnen de werknemers aangeworven door de centra krachtens een arbeidsovereenkomst, met toepassing van het tweede lid van deze paragraaf, door deze centra ter beschikking worden gesteld van privaatrechtelijke of publiekrechtelijke rechtspersonen, de externe gebruikers genaamd.

Met toepassing van het voorgaande lid maakt de inschakelingsbetrekking het voorwerp uit van een overeenkomst van terbeschikkingstelling waarin de door het centrum en door de externe gebruiker verstrekte begeleiding wordt gepreciseerd en die minstens een competentieverwervingsplan bevat.

In afwijking van het derde lid beschikt de rechthebbende, wanneer de inschakelingsbetrekking wordt uitgeoefend bij een dienst van het centrum, een interne gebruiker genaamd, over een functiebeschrijving en een competentieverwervingsplan. Dat laatste wordt door het centrum aan de rechthebbende bezorgd volgens de door de Regering vastgestelde modaliteiten.

Na overleg met de centra bepaalt de Brusselse Hoofdstedelijke Regering het model van de overeenkomst van terbeschikkingstelling en de documenten voor de opstelling van het competentieverwervingsplan.

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering bepaalt de voorwaarden en modaliteiten volgens welke de overeenkomst voor de in het tweede lid bedoelde betrekking moet worden gesloten zodanig dat het centrum het recht behoudt op de subsidie voor de inschakeling van de tewerkgestelde persoon krachtens artikel 36 van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie en artikel 5, § 4bis, van de wet van 2 april 1965 betreffende het ten laste nemen van de steun verleend door de OCMW's.

Voor de uitvoering van deze paragraaf ondersteunt de Brusselse Hoofdstedelijke Regering de centra financieel binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten.

§ 8. De raad voor maatschappelijk welzijn organiseert, bij huishoudelijk reglement, het in bewaring geven, de bewaring en de teruggave van waarden hetzij op vrijwillige of noodzakelijke basis, die hem ingevolge de artikelen 1915 tot 1954quater van het Burgerlijk Wetboek, kunnen worden toevertrouwd door personen opgenomen in een van zijn instellingen.

De ontvanger is met de inbewaarneming belast of duidt in overleg met de secretaris eventueel de personen aan die, onder zijn verantwoordelijkheid, gelast zijn deze deposito's te ontvangen, te bewaren en terug te geven.

Art. 60bis.

Het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn neemt alle initiatieven met het oog op de bekendmaking van de verschillende door het centrum verstrekte vormen van dienstverlening, en rapporteert hierover jaarlijks in de beleidsnota.

Art. 61.

Het centrum kan een beroep doen op de medewerking van personen, van inrichtingen of diensten, die, opgericht hetzij door openbare besturen, hetzij op privé-initiatief, in staat zijn de middelen aan te wenden tot verwezenlijking van de verschillende oplossingen die zich opdringen, met eerbiediging van de vrije keuze van de betrokkene.

Het centrum kan de eventuele kosten van deze samenwerking dragen wanneer deze niet in uitvoering van een andere wet, een reglement, een overeenkomst of een rechterlijke beslissing worden gedekt.

Met hetzelfde doel kan het centrum overeenkomsten sluiten, hetzij met een ander openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, een ander openbaar bestuur of instelling van openbaar nut, hetzij met een privé-persoon of een privé-instelling. In afwijking van de bepalingen van artikel 31 van de wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers, kunnen de werknemers verbonden krachtens een arbeidsovereenkomst met de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, met toepassing van dit lid, door deze centra ter beschikking worden gesteld aan de partners die met het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn een overeenkomst hebben gesloten op basis van onderhavige organieke wet.

Art. 62.

Het centrum kan de instellingen en diensten die binnen het ambtsgebied van het centrum een sociale activiteit of specifieke activiteiten uitoefenen, voorstellen om gezamenlijk een of meer comités in te stellen waarin het centrum en die instellingen en diensten hun werkzaamheden kunnen coördineren en overleg plegen over de individuele of collectieve behoeften en de middelen om daarin te voorzien.

Zonder afbreuk te doen aan de bevoegdheden van de federale overheid en de andere gefedereerde entiteiten, heeft het, om mee te werken aan de armoedebestrijding, en in coördinatie van voornoemde diensten en instellingen met name de mogelijkheid:

1° te zorgen voor het bestrijden van het gebrek aan sociale bescherming en het niet-gebruik van rechten;

2° benaderingen door «peers», collectieve en gemeenschappelijke werkprocessen uit te bouwen teneinde de participatie van de OCMW-gebruikers te versterken;

3° in samenwerking met de structuur ter ondersteuning van de eerstelijnszorg, een welzijns- en gezondheidsplan voor zijn territoriaal bevoegdheidsgebied op te stellen op grond van een gedeelde diagnose van de middelen en de noden voor zijn grondgebied. Dit plan wordt aan de raad voor maatschappelijk welzijn en aan de gemeenteraad voorgesteld en aan het Verenigd College bezorgd;

4° een begeleidingsdienst voor het zoeken naar een woning en een dienst voor begeleid wonen en uitzettingspreventie op te richten;

5° specifieke acties te voeren in het kader van de bestrijding van dakloosheid;

6° zijn dienst schuldbemiddeling uit te breiden met een specifiek deel voor begeleiding inzake energieverbruik.

Art. 62bis.

De beslissing inzake individuele hulpverlening genomen door de raad voor maatschappelijk welzijn of door één van de organen aan wie de raad bevoegdheden heeft overgedragen, wordt aan de persoon die de hulp heeft aangevraagd schriftelijk en aangetekend of tegen ontvangstbewijs meegedeeld, op de wijze die door de Koning kan worden bepaald.

De beslissing is met redenen omkleed en vermeldt de mogelijkheid tot het instellen van beroep, de beroepstermijn, de vorm van het verzoekschrift, het adres van de bevoegde beroepsinstantie en de dienst of persoon, die binnen het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn kan gecontacteerd worden voor het geven van toelichting.

Art. 62ter.

De door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering aangewezen ambtenaren controleren de uitvoering van de artikelen 57quater, §§ 1 tot en met 3, en § 4, 2°, 60, § 7, en 61, en de uitvoeringsmaatregelen daarvan, en houden toezicht op de naleving ervan.

Deze ambtenaren oefenen die controle of dit toezicht uit in overeenstemming met de bepalingen van de ordonnantie van 30 april 2009 betreffende het toezicht op de reglementeringen inzake werkgelegenheid die tot de bevoegdheid van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest behoren en de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze reglementeringen.

Wat artikel 57quater, §§ 1 tot en met 3, en § 4, 2°, betreft, worden de controle of het toezicht uitgeoefend onverminderd de inspectie- en controlebevoegdheden van de federale instellingen bevoegd voor de socialezekerheidsbijdragen of voor financiële maatschappelijke bijstand, die ter zake de enige administratieve en technische operatoren zijn.

Afdeling II - Voogdij over de kinderen (art. 63 - 68)

Art. 63.

Iedere minderjarige over wie niemand het ouderlijk gezag, de voogdij of de materiële bewaring heeft, wordt toevertrouwd aan het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van de gemeente waar hij zich bevindt.

Art. 64.

De jeugdrechtbank of het comité voor de jeugdbescherming kunnen aan het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn de kinderen toevertrouwen over wie het centrum reeds de materiële bewaring heeft en van wie de ouders geheel of gedeeltelijk uit het ouderlijk gezag zijn ontzet.

Art. 65.

In de gevallen bedoeld in de twee voorgaande artikelen wijst de raad voor maatschappelijk welzijn onder haar leden een persoon aan die de taak van voogd zal vervullen alsook een persoon die de taak van toezien zal vervullen.

Art. 66.

Indien de kinderen goederen bezitten, oefent de ontvanger ten aanzien van die goederen dezelfde functies uit als ten aanzien van de goederen van het centrum. Als waarborg voor de voogdij geldt de zekerheid gesteld door de ontvanger.

Art. 67.

De kapitalen die aan die kinderen toebehoren of ten deel vallen, worden belegd bij de Algemene Spaar- en Lijfrentekas of gebruikt voor de aankoop van obligaties of kasbons uitgegeven door de openbare besturen en instellingen opgesomd in artikel 78, § 1, tweede lid.

Art. 68.

De voogdij van een lid van de raad voor maatschappelijk welzijn neemt een einde:

1° zodra is voorzien in een voogdij met toepassing van de regels van het Burgerlijk Wetboek;

2° in geval van adoptie, pleegvoogdij, erkenning, [...] of herstel van de ouders die uit het ouderlijk gezag waren ontzet, in de rechten die hun waren ontnomen.

Afdeling III - Voorschotten op en invordering van onderhoudsgelden (art. 68bis - 68quater)

Art. 68bis.

[...]

Art. 68ter.

[...]

Art. 68quater.

[...]

Afdeling IV - Specifieke hulp voor het betalen van onderhoudsgelden ten gunste van kinderen of van bijdragen voor geplaatste kinderen (art. 68quinquies)

Art. 68quinquies.

§ 1. Het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn is belast met het toekennen van een specifieke hulp voor het betalen van onderhoudsgelden ten gunste van kinderen of van bijdragen voor geplaatste kinderen.

§ 2. Het recht op hulp voor het betalen van onderhoudsgelden ten gunste van kinderen of van bijdragen voor geplaatste kinderen wordt verleend wanneer de volgende voorwaarden vervuld zijn:

1° de onderhoudsplichtige heeft recht op het leefloon of op een gelijkwaardige financiële maatschappelijke hulp;

2° de onderhoudsplichtige is een persoon die:

a) ofwel onderhoudsgeld voor zijn kinderen verschuldigd is, vastgelegd hetzij in een uitvoerbare gerechtelijke beslissing, hetzij in een overeenkomst bedoeld bij artikel 1288, 3°, van het Gerechtelijk Wetboek, hetzij in een uitvoerbare schikking bedoeld in artikelen 731 tot 734 van het Gerechtelijk Wetboek;

b) ofwel onderhoudsgeld verschuldigd is op basis van artikel 336 van het Burgerlijk Wetboek;

c) ofwel een bijdrage voor een geplaatst kind verschuldigd is op grond van een beslissing genomen door de Jeugdrechtbank of door de bevoegde administratieve overheid;

3° de onderhoudsplichtige levert het bewijs van de betaling van dit onderhoudsgeld of van deze bijdrage.

§ 3. De specifieke hulp voor het betalen van onderhoudsgelden of van bijdragen voor geplaatste kinderen bedraagt 50 pct. van het bedrag van de betaalde onderhoudsgelden of bijdragen, met een maximum van 1.100 EUR per jaar.

§ 4. De Koning bepaalt de regels voor de indiening van de aanvraag bij het bevoegd centrum, voor de kennisgeving van de beslissing en voor de uitkering van de specifieke hulp voor het betalen van onderhoudsgelden ten gunste van kinderen of van bijdragen voor geplaatste kinderen. Hij bepaalt de te volgen procedure in geval van onbevoegdheid van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn waarbij de aanvraag wordt ingediend.

§ 5. De Staat kent het bevoegd centrum een toelage toe, gelijk aan 100 pct. van het bedrag van de specifieke hulp voor het betalen van onderhoudsgelden ten gunste van kinderen of van bijdragen voor geplaatste kinderen. Voorschotten in mindering van het bedrag dat door de Staat ten laste wordt genomen, kunnen toegekend worden onder de voorwaarden en volgens de regels bepaald door de Koning.

U zal in de verschillende rubrieken van de huidige site alle nodige informatie terugvinden in verband met de competenties, de organisatie en het functioneren van het O.C.M.W. en alsook de beschikbare middelen om een hulpaanvraag in te dienen.

De site bevat eveneens informatie over de diensten verzekerd door het O.C.M.W. die niet specifiek vermeld zijn in de reglementering (bijv. : rust- en verzorgingstehuis Arcadia, onthaalhuis De Relais, dienst Gezinshulp en maaltijden aan huis, dienst schuldbemiddeling,).

Inventaire des subsides

Aucun subside n'a été octroyé en 2022 au sens de l'article 6, § 1er, 2° des décret et ordonnance conjoints précités.

Inventaire des études

Aucune étude n'a été réalisée en 2022 au sens de l'article 6, § 1er, 3° des décret et ordonnance conjoints précités.

Inventaris van de subsidies

Geen enkele subsidie, in de zin van het artikel 6, § 1, 2° van de genoemde gezamenlijke decreet en ordonnantie, werden toegekend, in 2022.

Inventaris van de studies

Geen enkele studie, in de zin van het artikel 6, § 1, 2° van de genoemde gezamenlijke decreet en ordonnantie, werd verwezenlijkt in 2022.

Inventaires des marchés publics – Inventaris van de openbare opdrachten

La liste qui suit reprend les marchés publics de 2022, dont la date de la décision. De volgende lijst bevat de openbare opdrachten 2022 met de datum van de beslissing.

BOS	SUJET ONDERWERP	DATE BP/CS DATUM VB/RD	MONTANT BEDRAG
13461	MP - attribution - ouverture et fermeture des sites - IPGS Group (prix annuel)	05-01-22	15.972,00
13352	MP - attribution - petit frigo - FNAC VANDENBORRE	05-01-22	399,00
13312	MP - attribution - climatiseurs fixes - BTA KOELING	05-01-22	24.753,06
13346	MP - attribution - caissons et sièges de bureaux - SOLBREUX	05-01-22	9.286,75
13368	MP - attribution - cuisines équipées - IXINA NIVELLES	05-01-22	16.548,97
13420	MP - attribution - peinture - R&A ROELS	05-01-22	564,54
13439	MP - attribution - fournitures électriques - ELECTRIC	05-01-22	1.747,52
13362	MP - attribution - tablettes - MICROLAB	05-01-22	5.464,00
13266	MP - attribution - livres en langue française et en langue néerlandaise - TROPISMES et REPLICA BOOKS	05-01-22	9.226,16
13427	MP - attribution - mobilier - DISTRAC	05-01-22	34.812,13
13424	MP - attribution - dépannage de l'installation d'un système de cogénération - DESS ENERGY	05-01-22	2.537,98
13419	MP - attribution - traduction - LEXITECH	05-01-22	1.367,30
13264	MP - attribution - réparation de l'ascenseur du site de l'Indépendance - SOCOTEC	05-01-22	355,74
13409	MP - attribution - réparation d'une camionnette Fiat - CARROSSERIE STYLE	05-01-22	322,10
13336	MP - attribution - réparation d'une camionnette Renault - RENAULT DROGENBOS	05-01-22	562,50
13299	MP - attribution - chèques sport et culture - SODEXO PASS BELGIUM SA	05-01-22	1.815,00
13458	CA - 20 GSM - IRISNET	12-01-22	382,84
13430	MP - attribution - cafetières - VANDEN BORRE	12-01-22	253,98
13456	MP - attribution - sacs pour mise sous vide des langes usagés - EURALPACK HEALTHCARE	12-01-22	1.190,64
13453	MP - attribution - boîtes de pastilles de rinçage - nettoyage du four - HTI	12-01-22	847,24
13438	MP - attribution - revêtement de sol - NEW GOFFIN	12-01-22	5.152,05
13434	MP - attribution - formation de remise à niveau en mathématiques - asbl PROFORAL	25-01-22	17.340,00

13494	MP - attribution - fournitures d'eaux, bières et limonades - INBEV BELGIUM	25-01-22	55.954,26
13567	MP - attribution - chariot de course - PREVENCHUTE	02-02-22	279,00
13514	MP - attribution - contrat de maintenance et dépannage de plateformes élévatrices et monte-charge - KONE BELGIUM (prix annuel)	02-02-22	3.194,40
13569	MP - attribution - location d'une machine de mise sous pli du courrier - INTIMUS (prix pour 4 ans)	02-02-22	16.833,33
13506	MP - attribution - matériel de peinture - ACTION	02-02-22	159,76
13516	MP - attribution - traduction - LEXITECH (complément)	02-02-22	445,81
13503	MP - attribution - carte de procuration postale pour la réception des courriers recommandés - BPOST	02-02-22	49,95
13557	MP - attribution - entretien des jardins - HENRION JARDINS	02-02-22	16.819,00
13558	MP - attribution - collecte, transport, destruction et recyclage des cartes médicales périmées - MONSEU RECYCLING	02-02-22	1.815,00
13543	MP - attribution - fournitures de plomberie - SANISTOCK	09-02-22	1.472,55
13541	MP - attribution - fournitures électriques - ELECTRIC	09-02-22	535,62
13588	MP - attribution - enveloppes - DE VROEDE	16-02-22	2.729,81
13686	MP - attribution - panneau en liège - MANUTAN	16-02-22	44,05
13682	MP - attribution - contrôle périodique d'un ascenseur - OCB (complément)	16-02-22	123,88
13623	MP - attribution - encodage massif de données - CIVADIS	16-02-22	258,98
13441	MP - attribution - quincaillerie - CIPAC	16-02-22	558,91
13539	MP - attribution - fournitures pour faux plafonds - GESIBOIS	16-02-22	2.550,44
13530	MP - attribution - fournitures électriques - ELECTRIC	16-02-22	462,72
13695	MP - attribution - mise hors service et enlèvement des machines de mise sous pli et à affranchir - QUADIENT	16-02-22	423,50
13533	MP - attribution - maintenance du logiciel AMA - DDI	16-02-22	655,28
13620	MP - attribution - hotte, four et taque électrique - VANDEN BORRE	16-02-22	664,00
13688	MP - attribution - harnais de levage - ARJO	16-02-22	1.987,49
13559	MP - attribution - réparation de l'installation de cogénération - DESS ENERGY	16-02-22	1.318,17
13524	MP - attribution - réparation d'une porte automatique - THYSSENKRUPP	16-02-22	170,61
13562	MP - attribution - spectacle "Porte à porte" - CHE CIRQUE & THEATER	16-02-22	1.950,00
13689	MP - attribution - télécommandes pour lits de soins - HAELVOET	16-02-22	1.555,15

13710	MP - attribution - "boites à outil de mon budget" - CAMD	22-02-22	1.260,00
13723	CA - GSM et smartphones - IRISNET	02-03-22	536,68
13768	CA - chargeurs PC portables et connecteurs RJ45-USB-C - CIRB	02-03-22	293,08
13715	MP - attribution - bouilloire - VANDEN BORRE	02-03-22	19,49
13593	MP - attribution - dépannage d'une grille automatique - THYSSENKRUPP	02-03-22	361,79
13594	MP - attribution - dépannage d'une grille automatique - THYSSENKRUPP (complément)	02-03-22	170,61
13805	MP - attribution - désignation d'un avocat - Maître KAISER	02-03-22	145,20
13727	MP - attribution - douche - SANISTOCK	02-03-22	804,05
13772	MP - attribution - fournitures de plomberie - DESCO	02-03-22	55,71
13721	MP - attribution - Location d'un véhicule de personnes citadin - FREE2MOVE LEASE BELGIUM	02-03-22	401,53
13717	MP - attribution - taque de cuisson - VANDEN BORRE	02-03-22	219,00
13810	MP - attribution - reclassement professionnel - RANDSTADT RISESMART (prix unitaire)	02-03-22	1.800,00
13815	MP - attribution - cours de TAI CHI - TCCY Asbl	16-03-22	100,00
13780	MP - attribution - Intérim nursing - HUMAN SUPPORTS sprl, EXPRESS MEDICAL nv et REFLEX HEALTHCARE PEOPLE srl (cascade) (estimation sur 4 ans)	22-03-22	605.000,00
13877	MP - attribution - approvisionnement des boites de secours - COVARMED (pour 4 ans)	30-03-22	4.801,61
13922	MP - attribution - location d'un autocar avec chauffeur - DE HAUWERE	30-03-22	7.175,00
13918	MP - attribution - service de transport de fonds - BRINKS (pour 4 ans)	30-03-22	2.000,00
13974	MP - attribution - réfrigérateurs avec un compartiment congélateur – FNAC VANDEN BORRE	30-03-22	756,00
13853	CA - maintenance du matériel informatique - CIRB	06-04-22	3.033,98
13897	MP - attribution - Coaching - CARREROND	06-04-22	774,40
13930	MP - attribution - Mémento des marchés publics et des PPP 2022 - Wolters Kluwer	06-04-22	302,58
13862	MP - attribution - image dans le cadre d'une campagne de sensibilisation au RGPD - JM UCCIANI	06-04-22	70,00
13800	MP - attribution - télécommandes et piles - TRILEC	06-04-22	298,31
13868	MP - attribution - contrôle périodique des installations électriques - BTV	06-04-22	478,03
13801	MP - attribution - dépannage d'un ascenseur - COSMOLIFT	06-04-22	686,20
13964	MP - attribution - matériel de construction - GOBERT	06-04-22	1.010,96
13939	MP - attribution - petit matériel de bricolage - 10 DOIGTS	06-04-22	2.105,78
13919	MP - attribution - remplacement de batteries - TKE	06-04-22	2.015,45

13891	MP - attribution - remplacement de batteries - ALLOSON	06-04-22	181,32
13895	MP - attribution - remplacement de batteries - APS	06-04-22	3.441,14
13886	MP - attribution - service d'envoi de SMS - INFORIUS	06-04-22	60,83
13852	MP - attribution - transport pour excursion - AUTOCAR GILLES	06-04-22	550,00
13917	MP - attribution - poubelles à pédale - KING BELGIUM	13-04-22	2.513,51
13890	MP - attribution - serrures pour armoires - BERMABRU	13-04-22	233,55
13969	MP - attribution - Pass Musées - MUSEUMPASS	20-04-22	240,00
13967	MP - attribution - création et production de chansons - STUDIO PAPA SHANGO	20-04-22	2.800,00
13968	MP - attribution - initiation à l'équitation - ECOLE D'EQUITATION LA CAMBRE	20-04-22	755,00
13966	MP - attribution - vols en montgolfière - EUROPEEN BALLON CORPORATION	20-04-22	2.900,00
13949	MP - attribution - machine à laver à convoyeur et contrat de maintenance - HOBART (sur 20 ans)	20-04-22	127.452,35
14080	MP - attribution - réfrigérateurs avec un compartiment congélateur (prix annuel estimé)	20-04-22	21.960,00
13674	CA - armoires et éléments passifs et travaux de câblage - CIRB	27-04-22	23.549,47
14045	MP - attribution - mixeur - VANDEN BORRE	27-04-22	54,00
14071	MP - attribution - entretien du véhicule Renault Master (minibus) - Résidence Arcadia - MIDAS	27-04-22	60,00
14030	MP - attribution - carte de procuration postale - BPOST	27-04-22	49,95
14044	MP - attribution - traduction - BEELINGWA	27-04-22	264,18
14043	MP - attribution - 2 Cname - HR Organizer	04-05-22	363,00
14112	MP - attribution - foodtruck glaces - 10.05.2022 - NANOUK ICE	04-05-22	1.446,90
14132	CA - smartphones - IRISNET	04-05-22	335,70
14137	MP - attribution - chèques-cadeaux - FNAC	04-05-22	325,00
14133	MP - attribution - bar à cocktails - MIRAEUS COCKTAILS SERVICES	04-05-22	3.055,25
14130	MP - attribution - animation avec borne photos - INSTANTBOX	04-05-22	429,00
14116	MP - attribution - animation musicale - DEE JAY T-ONE	04-05-22	998,25
14117	MP - attribution - foodtruck wraps - fête du personnel - 10.05.2022 - MAMY NINNIE	04-05-22	1.575,00
14107	MP - attribution - foodtruck frites - LA FRITE	04-05-22	937,50
14115	MP - attribution - brins de muguets - MUYLLAERT FLOWERS	04-05-22	820,00
14105	MP - attribution - foodtruck poké bowls - POKE POKE BOWLS	04-05-22	4.941,44
14092	MP - attribution - location de tentes, tables hautes, nappes et verres - MBCG	04-05-22	2.467,46

14125	CA - appareils multifonction et maintenance - CIRB (+ € 21,78/mois de maintenance)	11-05-22	17.126,71
14143	MP - attribution - sandwiches - BEL'O	11-05-22	245,75
14210	MP - attribution - produit d'entretien - SANISTOCK	11-05-22	131,65
13984	MP - attribution - crédits de publications d'offres d'emploi - ALTERJOB	11-05-22	5.626,50
14120	MP - attribution - demande de carte de procuration postale pour la réception des courriers recommandés - BPOST	11-05-22	49,95
14180	MP - attribution - décoration sur le thème "sous les tropiques" - BALLOONS EVENTS	11-05-22	1.222,10
13787	MP - attribution - dépannage de 2 climatiseurs - VINCI FACILITIES	11-05-22	144,60
14009	MP - attribution - dépannage de la porte automatique - THYSSENKRUPP	11-05-22	170,61
14144	MP - attribution - filtres pour machine de mise sous-vide - EURALPACK	11-05-22	1.887,60
14198	MP - attribution - foodtruck frites - LA FRITE (complément)	11-05-22	375,00
13746	MP - attribution - fourniture et montage de 2 barres de traction spécifiques aux temp-trolley - TEMP-RITE	11-05-22	2.083,38
13813	MP - attribution - fournitures électriques - ELECTRIC	11-05-22	7.902,04
13979	MP - attribution - nettoyage du couloir et trémie - GOM	11-05-22	287,32
13873	MP - attribution - formation Cerusa HR - CORILUS	11-05-22	5.081,22
13769	MP - attribution - peinture et de revêtement de sol - NEW GOFFIN	11-05-22	3.621,30
13765	MP - attribution - résolution problème de ticketing - ESII	11-05-22	223,60
14205	MP - attribution - livraison de terreau/désherbage - ROYAL GARDEN	11-05-22	4.210,80
14147	MP - attribution - réparation d'un véhicule Fiat - FIAT	11-05-22	594,92
13976	MP - attribution - système de cogénération - analyse des émissions de polluants des gaz de combustion - DESS ENERGY	11-05-22	744,15
13869	MP - attribution - vaisselle - GOLDMAN	11-05-22	2.856,45
13738	MP - attribution - éclairage intérieur et extérieur - ELECTRIC	11-05-22	4.181,43
14255	CA - smartphones - IRISNET	18-05-22	2.517,77
14098	MP - attribution - cylindre et clés - CIPAC	18-05-22	66,74
14061	MP - attribution - badges d'entrée - ALLOSON	18-05-22	703,01
14169	MP - attribution - tonnelles - TOP TONELLE	18-05-22	881,00
14088	MP - attribution - adaptateurs spécifiques pour lits de soins - DISTRAC	18-05-22	644,69

14211	MP - attribution - plateaux de cuisine - MAISON DU MONDE	18-05-22	6,30
14108	MP - attribution - contrôle de portes coupe-feu munies d'électroaimant - ADL SECURITY	18-05-22	272,25
14085	MP - attribution - contrôle périodique des installations de détection incendie et de sécurité - SOCOTEC	18-05-22	1.052,70
14232	MP - attribution - dépannage d'une chaudière à gaz - EQUANS	18-05-22	354,83
14087	MP - attribution - dépannage et débouchage de sanitaires - VITESKE	18-05-22	511,08
14233	MP - attribution - déplacement d'un détecteur de gaz dans le local de l'unité de cogénération - DESS ENERGY	18-05-22	338,80
14094	MP - attribution - entretien annuel des unités de cogénération - DESS ENERGY	18-05-22	14.782,58
14231	MP - attribution - entretien d'une camionnette Renault - RENAULT	18-05-22	677,99
14262	MP - attribution - annonce pour examen à publier - MONITEUR/REGIOTALENT/REFERENCES	18-05-22	1.348,29
14057	MP - attribution - gants de protection - CLABOTS	18-05-22	52,93
14260	MP - attribution - location d'un empileur automatique vertical à haute capacité - INTIMUS	18-05-22	33,93
14212	MP - attribution - cylindres - DESSART	18-05-22	680,10
14280	MP - attribution - participation aux 20 kilomètres de Bruxelles - S.I. Brussels Promotion	18-05-22	300,00
14229	MP - attribution - remplacement de chaudières - EQUANS	18-05-22	12.416,73
13942	MP - attribution - remplacement de double vitrage - CHASSIS DEBOLE	18-05-22	408,19
14024	MP - attribution - remplacement d'un transformateur de l'unité de cogénération - DESS ENERGY	18-05-22	9.500,76
14018	MP - attribution - réparation d'une porte automatique - THYSSENKRUPP	18-05-22	98,31
14052	MP - attribution - 5 trappes de faux-plafond - ALLOSON	18-05-22	9.500,76
14019	MP - attribution - réparation du tunnel de lavage - HOBART	18-05-22	3.460,25
14305	MP - attribution - services juridiques - Cabinet UGKA	18-05-22	163,35
14286	MP - attribution - analyse de la qualité de l'air - AIRSCAN	24-05-22	3.617,90
14268	MP - attribution - fournitures de plomberie - SANISTOCK	24-05-22	782,31
14318	MP - attribution - droits de diffusion - SABAM	24-05-22	208,06
14292	MP - attribution - nettoyage et désinfection d'une chambre - INOCLEAN	24-05-22	1.742,40
14288	MP - attribution - poêles à crêpes - GOLDMAN	24-05-22	214,53
14235	MP - attribution - remplacement d'une chaudière - EQUANS	24-05-22	4.402,22
14285	MP - attribution - vaisselle - GOLDMAN	24-05-22	54,45

14272	MP - attribution - débouchage d'une conduite principale d'eaux usées - VITESSKE	24-05-22	377,90
14150	MP - assurances - AXA BELGIUM (reconduction) (estimation sur 4 ans)	24-05-22	1.546.472,24
14345	MP - attribution - bières produites localement - BRASSERIE DE LA SENNE	01-06-22	347,66
14346	MP - attribution - jus de fruit produits localement - DELIBIO	01-06-22	183,17
14267	MP - attribution - fournitures de plomberie - SANISTOCK	01-06-22	1.008,91
14252	MP - attribution - fournitures électriques - CEBEO	01-06-22	947,26
14266	MP - attribution - outillage et consommables - CIPAC	01-06-22	1.881,99
14398	CA - éléments actifs (switchs) - IRISNET	08-06-22	60.474,08
14122	CA - autres éléments actifs (switchs) - IRISNET	08-06-22	61.020,27
14362	CA - câbles réseaux - ECONOCOM	08-06-22	595,56
14389	MP - attribution - chariots - GOHY	08-06-22	15.516,08
14378	MP - attribution - lève-personne - RAIZER	08-06-22	6.749,38
14324	MP - attribution - dépannage d'une chaudière au gaz - VINCI FACIITIES	08-06-22	2.231,97
14330	MP - attribution - dépannage d'une chaudière - VINCI FACILITIES	08-06-22	1.432,91
14399	MP - attribution - excursion - KMDA vzw	08-06-22	1.096,26
14340	MP - attribution - installation d'une centrale de détection intrusion – gestion des accès – surveillance caméra et vidéophonie - ALLOSON	08-06-22	21.099,19
14336	MP - attribution - plantes et accessoires - MUYLLAERT FLOWERS	08-06-22	1.096,26
14338	MP - attribution - remplacement d'une chute des eaux usées - HLN&CO	08-06-22	11.484,39
14369	MP - attribution - agence immobilière - LAMY BELGIUM s.a.	08-06-22	1,21 %
14287	MP - attribution - nettoyage des balcons, terrasses et autres espaces - EMONET	08-06-22	9.510,60
14400	MP - attribution - ouverture et fermeture - IPGS Group (complément)	15-06-22	635,25
14363	MP - attribution - chaises ergonomiques - KINNARPS	15-06-22	1.727,88
14325	CA - Formation et accompagnement utilisation base de données NIXISS - IRISNET	23-06-22	629,20
14452	MP - attribution - contrôle périodique des installations de détection incendie et de sécurité - SOCOTEC (complément)	23-06-22	217,80
14204	MP - attribution - vélos électriques et accessoires - DECATHLON	23-06-22	1.065,00
14460	MP - attribution - meubles lavabo avec accessoires - SANISTOCK	23-06-22	2.959,24
14415	MP - attribution - chèques-cadeaux - DECATHLON	23-06-22	700,00

14430	MP - attribution - petit matériel de cuisine - VIEUX BEAU DOUR	23-06-22	989,74
14432	MP - attribution - petit matériel de restauration - VIEUX BEAU DOUR	23-06-22	257,88
14366	MP - attribution - béton préparé - BOIS WATTEAU	23-06-22	143,39
14434	MP - attribution - réparation d'un coffre-fort - ATELIER BOONEN	23-06-22	387,20
14451	MP - attribution - micro-ondes - VANDENBORRE	23-06-22	89,00
14433	MP - attribution - nettoyage des balcons, terrasses et autres espaces - EMONET (complément)	23-06-22	907,50
14380	MP - attribution - problème programmation centrale intrusion - ALLOSON	23-06-22	114,95
14431	MP - attribution - prolongation maintenance AS400 - ECONOCOM	23-06-22	9.186,88
14461	MP - attribution - rafraîchissement complet d'un restaurant - ROELS	23-06-22	1.011,10
14462	MP - attribution - éléments de menuiserie - SCHMIDT	23-06-22	1.331,54
14360	MP - attribution - tables et bancs pour terrasse - KAISER KRAFT	23-06-22	3.035,59
14406	MP - attribution - modification aspiration dégraisseur - VINCI	23-06-22	1.010,95
14449	MP - attribution - services juridiques - Maître CONING Geoffroy (tarif horaire)	23-06-22	110,00
14361	MP - attribution - produits de boulangerie et de pâtisserie - PANIFEX	23-06-22	65.150,00
14622	MP - attribution - carnets de réquisitoires de soins ambulatoires de 2e ligne - COYOTEPRINT (pour 4 ans)	06-07-22	20.763,60
14593	CA - clés USB 32 Gb et clé USB 128 Gb - CIRB	06-07-22	126,57
14562	CA - ordinateurs portables avec station d'accueil et câble de sécurité - CIRB	06-07-22	139.263,74
14523	MP - attribution - télécommandes - ORIGINELE-HANDZENDER	06-07-22	314,84
14541	MP - attribution - transats de jardin - DISTRAC	06-07-22	1.335,84
14545	MP - attribution - autolaveuses - BOMA	06-07-22	7.136,87
14477	MP - attribution - coffrets cadeaux - WONDERBOX	06-07-22	2.300,00
14513	MP - attribution - mobilier - SOLBREUX	06-07-22	16.118,41
14526	MP - attribution - télécommandes pour grille automatique - TRILEC	06-07-22	295,55
14527	MP - attribution - poubelles - CUISIMAT	06-07-22	64,07
14524	MP - attribution - four micro-onde et blender - MEDIAMARKT	06-07-22	366,98
14504	MP - attribution - micro-onde professionnel - MATERIEL HORECA	06-07-22	947,79
14537	MP - attribution - conteneurs pour le transport de boissons chaudes - VERRAX	06-07-22	1.472,74
14497	MP - attribution - contrat de location d'une fontaine d'eau - AQUAVITAL	06-07-22	363,00

14447	MP - attribution - contrat de maintenance des imprimantes pour les cartes médicales - CORONA PRINT	06-07-22	5.372,82
14518	MP - attribution - dépannage régulation du chauffage - VINCI FACILITIES	06-07-22	115,71
14519	MP - attribution - dépannage ventilation - VINCI FACILITIES	06-07-22	77,14
14531	MP - attribution - enlèvement d'un véhicule tombé en panne - A1 BRUSSELS	06-07-22	151,25
14500	MP - attribution - fournitures de quincaillerie - CIPAC	06-07-22	663,82
14534	MP - attribution - fournitures électriques - ELECTRIC	06-07-22	3.486,71
14535	MP - attribution - fournitures électriques - ELECTRIC	06-07-22	1.818,81
14501	MP - attribution - installation d'une arrivée d'eau - VINCI FACILITIES	06-07-22	1.141,85
14337	MP - attribution - petit matériel de jardinage - GAMMA	06-07-22	339,54
14550	MP - attribution - remplacement d'une soupape de sécurité au niveau d'une chaudière - VINCI FACILITIES	06-07-22	238,32
14377	MP - attribution - gros appareils électroménagers encastrables - VANDEN BORRE	06-07-22	339,54
14486	MP - reproduction de clés - ANDRE SERRURIER (reconduction)	06-07-22	2.639,74
14485	MP - services juridiques huissier de justice - LEROY & PARTNERS (reconduction)	06-07-22	2.500,00
14560	CA - achat de 5 batteries UPS - CIRB	06-07-22	2.458,79
14621	CA - câbles console pour configuration switches - CIRB	06-07-22	139,63
14623	CA - imprimante et toners - CIRB	06-07-22	223,39
14525	MP - attribution - fardes à compartiments (pochettes à soufflets) - LYRECO	06-07-22	288,22
14630	MP - attribution - abonnement revue Alter échos - AGENCE ALTER (prix annuel)	06-07-22	70,00
14564	MP - attribution - ventilateurs - VANDEN BORRE	06-07-22	249,90
14595	MP - attribution - crédits de publications d'offres d'emploi - Guide Social	06-07-22	6.231,50
14558	MP - attribution - four micro-ondes -KREFEL	06-07-22	123,00
14536	MP - attribution - fournitures de plomberie - SANISTOCK	06-07-22	586,25
14538	MP - attribution - mise à disposition d'une machine à café - DOUWE EGBERTS (prix mensuel)	06-07-22	235,95
14576	MP - attribution - présence d'un technicien pour exercice d'évacuation - ALLOSON	06-07-22	181,50
14640	MP - attribution - service de carwash - ANAC CARWASH (estimation annuelle)	06-07-22	400,00
14533	MP - attribution - tubes néon - CECEO	06-07-22	138,30
14559	MP - attribution - viande pour barbecue - boucherie HAMZA	06-07-22	47,45

14601	MP - attribution - installation ligne internet - PROXIMUS	06-07-22	52,99
14359	MP - attribution - acquisition et installation d'un adoucisseur d'eau et contrat d'inspection annuelle - SCOLOPENDRA	20-07-22	3.651,78
14671	MP - attribution - fournitures de plomberie - SANISTOCK	20-07-22	1.652,81
14641	MP - attribution - fournitures de quincaillerie et consommables - CIPAC	20-07-22	1.038,17
14672	MP - attribution - lampes - ELECTRIC	20-07-22	668,69
14685	MP - attribution - réalisation de vidéos - ALPESC	20-07-22	5.445,00
14653	MP - attribution - roulettes pour réparation chariots de cuisine - CIPAC	20-07-22	227,43
14659	MP - attribution - traitement de l'humidité - PHT	27-07-22	32.705,09
14682	CA - licences exchange online (abonnement annuel) - CIRB	03-08-22	27.087,06
14709	MP - attribution - fauteuils gériatriques - HAELVOET	03-08-22	7.989,22
14714	MP - attribution - remise en état des dévidoirs incendie - ANSUL	03-08-22	1.793,10
14683	MP - attribution - réfrigérateur congélateur - VANDEN BORRE	03-08-22	679,00
14710	MP - attribution - miroir d'ascenseur - KONE	03-08-22	1.052,70
14783	MP - attribution - Formation Nouveau Cycle d'évaluation - MyRHO	10-08-22	41.624,00
14784	MP - attribution - chaussures de sécurité - DAELMAN	10-08-22	44.963,84
14760	CA - licences Microsoft Access - CIRB	10-08-22	587,82
14761	CA - licences pour nouvelle version de logiciel de développement - CIRB	17-08-22	5.379,91
14729	MP - attribution - enlèvement et destruction nid de guêpes - AIRSOFT SERVICES	17-08-22	90,75
14800	MP - attribution - mise en conformité de l'installation électrique basse et haute tension - PUTMAN SA	17-08-22	3.327,67
14801	MP - attribution - transpalette - JUNGHEINRICH	17-08-22	2.264,03
14764	MP - attribution - matériel de kiné dans le cadre du projet chute-parachute - ARSEUS MEDICAL, FYSIO SUPPLIES, BSD SPORT&SPEL et DECATHLON	24-08-22	16.280,78
13892	MP - attribution - organisation de balades féministes et matrimoniales - Asbl "Architecture qui dégenre" (thématique 1) et Asbl "Im.pertinentes" (thématique 2)	24-08-22	1.489,00
14855	MP - attribution - prolongation location d'un véhicule - FREE2MOVE LEASE (prix mensuel)	24-08-22	203,03
14895	CA - imprimantes et toners - CIRB	31-08-22	671,56
14885	MP - attribution - cartons de déménagements - DOCKX RENTAL	31-08-22	2.057,00
14820	MP - attribution - badges - CECEO	31-08-22	1.169,92

14806	MP - attribution - frigo bahut pour véhicule - CENADIS	31-08-22	5.245,15
14892	MP - attribution - contrat de maintenance et dépannage HVAC (NRClick Sibelga) - VINCI FACILITIES (complément) (prix annuel)	31-08-22	1.903,17
14758	MP - attribution - désignation d'un bureau d'architectes - étude de faisabilité pour reconstruction partielle et mise en conformité des normes architecturales - OSARARCHITECTS (prix horaire)	31-08-22	80,00
14829	MP - attribution - fournitures informatiques - CEBEO	31-08-22	404,43
14639	MP - attribution - test fluorescéine pour détection de fuites - PLOMBEL	31-08-22	1.149,50
14926	MP - attribution - Cname (Fr+NI) pour l'implémentation du logiciel de recrutement et de sélection du personnel - HR ORGANIZER	07-09-22	278,30
14911	MP - attribution - Adblue - AUTO M&M	07-09-22	21,90
14940	MP - attribution - distributeurs de serviettes hygiéniques et de tampons - MATERNE DORMAL	07-09-22	1.179,87
14735	MP - attribution - matériel "snoezelen" - DISTRICOS	07-09-22	3.763,72
14913	MP - attribution - imprimantes pour cartes médicales - CORONA PRINT	07-09-22	5.909,64
14898	MP - attribution - télécommandes pour lits de soins - DISTRAC	07-09-22	493,74
14904	MP - attribution - table de préparation pour la cuisine - NISBETS	07-09-22	266,14
14939	MP - attribution - excursion avec les résidents - ORVAL	07-09-22	219,00
14896	MP - attribution - excursion avec les usagers - PAIRI DAIZA	07-09-22	1.800,00
14938	MP - attribution - interventions techniques boilers, chauffage, détection de fuites - SANICHAUTOI (estimation sur 4 ans)	07-09-22	25.758,00
14944	MP - attribution - location d'un car avec élévateur - ROQUET	07-09-22	1.915,00
14878	MP - attribution - location de barbecues - RENTEVENT	07-09-22	532,40
14910	MP - attribution - location de terminaux de paiement - BELFIUS (prix mensuel)	07-09-22	33,80
14949	MP - attribution - fournitures pour cloisons en gyproc - SCHMIDT	15-09-22	1.170,70
14964	MP - attribution - réimpression du règlement de travail - MANUFAST	15-09-22	1.587,60
14941	MP - attribution - réparation d'un collecteur sanitaire - VINCI FACILITIES	15-09-22	403,83
14954	MP - maintenance et dépannage des installations de chauffage des logements du C.P.A.S. - EQUANS (reconduction)	15-09-22	3,629,12
15011	MP - attribution - fournitures électriques pour détecteurs de chute - ELECTRIC	21-09-22	706,89
14955	MP - attribution - acquisition et installation de protection solaire - VAN MOL	21-09-22	8.521,28
14983	MP - attribution - dépannage d'une porte automatique - TK ELEVATOR	21-09-22	122,82

14982	MP - attribution - autre dépannage d'une porte automatique - TK ELEVATOR	21-09-22	122,82
14948	MP - attribution - location d'un véhicule - PSA FINANCES BELUX (prix pour 4 ans)	21-09-22	29.891,52
14978	MP - attribution - réparation de lits de soins - HAELVOET	21-09-22	1.933,10
14968	MP - attribution - visite musée royal de l'Afrique central pour des usagers - AFRICA MUSEUM	21-09-22	290,00
15037	MP - attribution - spectacle opéra La Monnaie pour des usagers - OPERA DE LA MONNAIE	21-09-22	400,00
15009	MP - contrat de maintenance et dépannage des portes et grilles automatiques - TKE (reconduction) (prix annuel)	21-09-22	6.299,72
15022	MP - attribution - sortie au musée pour les enfants d'usagers - Musée des enfants	21-09-22	20,00
15004	MP - attribution - remplacement TP-link pour connexion système Newtec - NEWTEC WATER SYSTEMS	21-09-22	268,39
14936	CA - UPS - CIRB	28-09-22	6.583,32
15035	CA - installations multimédia pour salles de formation - CIRB	28-09-22	24.814,86
15026	CA - renouvellement de licences pour Webex - IRISNET	28-09-22	3.724,38
14906	MP - lavage des vitres et des châssis des bâtiments - ELANIS CLEANING (reconduction)	28-09-22	12.361,08
15067	MP - attribution - connecteurs type RJ45 et rallonges électriques - CECEO	28-09-22	422,68
15046	MP - attribution - cordons avec poire pour luminaires des chambres - ELECTRIC	28-09-22	6.649,64
15068	MP - attribution - fournitures de quincaillerie - CIPAC	28-09-22	458,67
15041	MP - attribution - fournitures pour réparation sol des chambres - MPRO	28-09-22	286,59
15058	MP - attribution - achat de lampes - ELECTRIC	28-09-22	1.964,45
15059	MP - attribution - couverture anti-feu - SICLI	28-09-22	51,61
15060	MP - attribution - vitrine d'affichage et armoire à clés - MANUTAN	28-09-22	782,01
15074	MP - attribution - crédits d'appel pour l'envoi de SMS de rappel aux usagers/résidents - INFORIUS	28-09-22	1.185,80
15036	MP - attribution - remise en état des portes coupe-feu munies d'électroaimant/rétenteurs - ADL SECURITY	28-09-22	2.501,60
15076	MP - attribution - remplacement de portes d'entrée - HOME PERSPECTIVE	28-09-22	7.460,04
15045	MP - attribution - renouvellement du contrat de maintenance des sites Internet et Intranet du CPAS - BUSI	28-09-22	8.503,24
14994	MP - attribution - peinture pour cloison - NEW GOFFIN	05-10-22	173,20
15108	MP - attribution - tables à langer - NISBETS	05-10-22	1.536,70
15042	MP - attribution - matériel électrique pou système d'appels infirmiers - ELECTRIC	05-10-22	22.304,38

14988	MP - attribution - vaisselle - GOLDMAN	05-10-22	1.679,17
15154	MP - attribution - mobilier - SOLBREUX	05-10-22	82.183,20
15002	MP - attribution - contrat de maintenance et dépannage ascenseur - SCHINDLER	05-10-22	1.065,82
15047	MP - attribution - sorties culturelles pour des usagers - Théâtre Marni - Chocolate Village Museum - Musée de l'illusion	05-10-22	902,50
15034	MP - attribution - annonce examen de recrutement et promotion - MONITEUR/REGIOTALENT/REFERENCES	05-10-22	1.348,29
14981	MP - attribution - livraison et installation d'une cuisine - KEUKENLAND	05-10-22	2.650,00
15101	MP - attribution - sorties bowling avec des résidents - BOWLING DE MOLENBEEK	05-10-22	240,00
15099	MP - attribution - sorties cinéma avec des résidents - KINEPOLIS	05-10-22	270,00
15100	MP - attribution - sorties piscine avec des résidents - PISCINE DE MOLENBEEK	05-10-22	76,80
15102	MP - attribution - sorties d'agrément à Meise avec des résidents - BRIXIUS	05-10-22	480,00
15103	MP - attribution - abonnement annuel à Droits quotidiens	05-10-22	695,00
15096	CA - batterie UPS - CIRB	12-10-22	112,18
15159	MP - attribution - appareils électroménagers - FNAC VANDENBORRE	12-10-22	2.901,99
15153	MP - attribution - poubelles - KING BELGIUM	12-10-22	1.590,47
15151	MP - attribution - badges - AUTOMATIC ALARM	12-10-22	254,83
15138	MP - attribution - brancard et pictogrammes - SETON	12-10-22	372,19
15158	MP - attribution - achat et remplacement de robinets sanitaires - SCOLOPENDRA	12-10-22	2.178,00
14972	MP - attribution - acquisition et installation d'un comptoir d'accueil - KINNARPS	12-10-22	14.075,93
15028	MP - attribution - fourniture et pose d'une porte métallique galvanisée - NOEL. A. sprl	12-10-22	3.162,27
15199	MP - attribution - lavage des vitres et des châssis - ELANIS CLEANING	12-10-22	1.749,47
15167	MP - attribution - sorties à la piscine pour les enfants d'usagers - PISCINE DE LAEKEN	12-10-22	96,00
15126	MP - attribution - remplacement bouton d'appel ascenseur - KONE	12-10-22	337,28
15186	CA - télécommande à infrarouge - CIRB	19-10-22	44,71
15173	CA - licences pour firewall's - CIRB	19-10-22	7.250,15
15207	MP - attribution - lampes - ELECTRIC	19-10-22	91,67
15139	MP - attribution - achat de peinture - NEW GOFFIN	19-10-22	697,65
15211	MP - attribution - achat de cendriers - MANUTAN	19-10-22	145,20

15245	MP - attribution - chauffe-eau - NISBETS	19-10-22	227,55
15237	MP - attribution - acquisition et pose de stores - EUROBEL	19-10-22	15.985,00
15178	MP - attribution - connexion centrale incendie d'un ascenseur - KONE	19-10-22	476,37
15201	MP - attribution - raccordement du système de détection incendie du Centre par liaison Ethernet - ALLOSON (complément)	19-10-22	1.412,59
15218	MP - attribution - remplacement d'un robinet défectueux pour conteneur à boissons chaudes - VERRAX	19-10-22	80,01
15221	MP- attribution - installation ligne internet - PROXIMUS	19-10-22	51,99
15317	MP - attribution - baignoire avec élévateur d'hygiène - ARJO BELGIUM	27-10-22	21.320,85
15305	MP - attribution - acquisition de percolateurs à café et de thermos - VIEUX BEAU DOUR	27-10-22	756,85
15347	MP - attribution - réfrigérateurs / congélateur et lave-linge pour des usagers - FNAC VANDEN BORRE (estimation)	27-10-22	15.264,97
15319	MP - attribution - commande d'exemplaires supplémentaires du magazine VIEWZ - VANDEN BROELE	27-10-22	150,00
15262	MP - attribution - dépannage d'un lave-vaisselle - HILCOMAT	27-10-22	157,30
15208	MP - attribution - gestion d'intrusion et contrôle d'accès - ALLOSON (complément)	27-10-22	5.228,14
15277	MP - attribution - remplacement ascenseur et contrat de maintenance et dépannage - KONE (prix sur 4 ans)	27-10-22	163.654,92
15297	MP - attribution - renouvellement contrat maintenance Logiciel Stock - JUSTE UN CLIC	27-10-22	143,99
15294	MC - contrôle médical des agents - CERTIMED et MEDICHECK (reconduction)	27-10-22	19.592,97
15249	MP- attribution - outillages et consommables - CIPAC	27-10-22	5.455,73
15295	MC - titres-repas pour le personnel - EDENRED (reconduction)	27-10-22	138,43
15269	MP - attribution - mobilier - chambres - DISTRAC - espace de vie - HAELVOET	27-10-22	310.936,38
15386	MP - attribution - serrures inox pour thermos - GOLDMAN	09-11-22	435,60
15365	MP - attribution - timbres postaux - BPOST	09-11-22	1.614,96
15376	MP - attribution - accessoires pour les chariots à médicaments - GOHY	09-11-22	198,71
15375	MP - attribution - séance de cinéma et goûter pour des usagers	09-11-22	386,00
15384	MP - traitement contre les cafards et les souris - UNA DESINFECTION (reconduction)	09-11-22	2.613,60
15396	MP - attribution - rénovation d'un revêtement de sol - POLYCONSTRUCT	16-11-22	60.739,10
15435	MP - attribution - accessoires pour déguisement de Saint-Nicolas - LIEBAUT	16-11-22	144,84

15436	MP - attribution - décorations de Noël - DREAMLAND	16-11-22	1.477,65
15260	MP - attribution - quincaillerie et consommables - CIPAC	16-11-22	1.061,54
15356	MP - attribution - chariot à plateaux - MANUTAN	16-11-22	347,39
15464	MP - attribution - chèques alimentaires sous format papier - SODEXO	16-11-22	4.420,13
15452	MP - attribution - presse-agrumes et crêpière - VANDEN BORRE	16-11-22	112,98
15358	MP - attribution - acquisition et placement compteur thermique électrique pour la cogénération - DESS ENERGY	16-11-22	3.804,24
15448	MP - attribution - acquisition, livraison et installation d'une taque de cuisson électrique - VANDEN BORRE	16-11-22	344,00
15437	MP - attribution - câblage de l'ascenseur vers un lecteur de badge - SCHINDLER	16-11-22	4.277,40
15326	MP - attribution - dépannage (problème de ventilation) - VINCI FACILITIES	16-11-22	177,51
15395	MP - attribution - dépannage chauffage - EQUANS	16-11-22	943,70
15390	MP - attribution - autre dépannage chauffage - EQUANS	16-11-22	1.863,59
15394	MP - attribution - autre dépannage chauffage - EQUANS	16-11-22	521,15
15161	MP - attribution - entretien d'une camionnette - RENAULT	16-11-22	945,00
15162	MP - attribution - entretien d'une autre camionnette - RENAULT	16-11-22	798,50
15434	MP - attribution - installation d'arrivées d'eau à chaque étage - SCOLOPENDRA	16-11-22	1.433,85
15359	MP - attribution - réparation de l'unité de commande et contrôle PLC pour le tableau électrique d'une unité de cogénération - DESS ENERGY	16-11-22	4.053,50
15426	MP - attribution - réparation matériel informatique - HP	16-11-22	429,55
15463	MP - attribution - installation d'une nouvelle base de données - CORILUS	23-11-23	200,10
15513	MP - attribution - crème fraîche - COLRUYT	23-11-23	39,90
15496	MP - attribution - panneaux pour mur - SCHMIDT	23-11-23	120,46
15487	MP - attribution - contrôle du système de détection incendie - SOCOTEC - installation d'une centrale de détection incendie - AUTOMATIC ALARM	23-11-23	5.232,51
15484	MP - attribution - dépannage chaudière - VINCI FACILITIES	23-11-23	117,38
15480	MP - attribution - dépannage chauffage - EQUANS	23-11-23	709,31
15479	MP - attribution - dépannage frigo industriel - CARVEEN	23-11-23	802,21
15483	MP - attribution - entretien chaudière - EQUANS	23-11-23	302,50
15477	MP - attribution - gestion d'intrusion et contrôle d'accès - ALLOSON (complément)	23-11-23	9.681,75

15538	MC - attribution - carburants pour les véhicules de l'administration communale et du C.P.A.S. - KUWAIT PETROLEUM (estimation annuelle)	23-11-23	157.300,00
15546	MP - attribution - bureau - SOLBREUX	23-11-23	215,38
15468	CA - câbles réseaux RJ45 et câbles électriques UPS - CIRB	30-11-22	390,83
15482	MP - attribution - diagnostic problème poignée d'un four à convection - SABEMAF	30-11-22	152,54
15533	MP - attribution - bouilloire électrique - KREFEL	30-11-22	27,99
15548	MP - attribution - autre bouilloire électrique - MEDIAMARKT	30-11-22	27,99
15550	MP - attribution - planche à langer murale - FONTAINE PUERICULTURE	30-11-22	413,20
15509	MP - attribution - fournitures de plomberie - SANISTOCK	30-11-22	544,11
15475	MP - attribution - matériel pour revêtement de sol - NEW GOFFIN	30-11-22	13.879,29
15490	MP - attribution - petits matériels pour la cuisine - GOLDMAN	30-11-22	2.429,20
15537	MP - attribution - mobilier - MOMENTS FURNITURE	30-11-22	7.001,06
15530	MP - attribution - dépannage climatiseurs d'une salle de serveurs - VINCI FACILITIES	30-11-22	1.975,34
15541	MP - attribution - fête de Saint Nicolas (spectacle pour les enfants d'usagers) - BOB ALAN	30-11-22	350,00
15481	MP - attribution - remplacement poignée d'un four à convection - SABEMAF	30-11-22	519,27
15620	MP - attribution - sortie au cirque pour des usagers et leurs enfants - CIRQUE ALEXANDRE BOUGLIONE	07-12-22	53,50
15621	MP - attribution - autre sortie au cirque pour des usagers et leurs enfants - CIRQUE ALEXANDRE BOUGLIONE	07-12-22	53,50
15552	MP - attribution - pantalons de travail - CLABOTS	07-12-22	108,68
15586	MP - attribution - location et entretien de fontaines à eau - DATISMART (prix annuel)	07-12-22	2.260,77
15643	MP - attribution - entretien et maintenance d'extincteurs, éclairages de secours et dévidoirs - SICLI (prix annuel)	07-12-22	1.615,95
15466	MP - attribution - location et lavage de vaisselle pendant les travaux de rénovation de la cuisine - LOCAVAISSELLE	07-12-22	15.684,96
15570	MP - attribution - sortie théâtre pour des usagers - THEATRE ROYAL DES GALERIES	07-12-22	550,00
15664	MP - attribution - jouets - EXCALIBUR (complément)	07-12-22	560,47
15671	CA - licences Office 2019 Standard - CIRB	14-12-22	37.741,11
15575	MP - attribution - achat et placement d'un mât cylindrique - DECLERCQ	14-12-22	661,17
15676	MP - attribution - acquisition et installation d'un système audio - SOVILUX	14-12-22	4.488,63

15568	MP - attribution - contrat de gardiennage mobile - OPTIMALIS SECURITY (estimation sur un an)	14-12-22	399,30
15569	MP - attribution - contrat de télésurveillance - SECURITAS (prix annuel)	14-12-22	626,54
15669	MP - attribution - dépannage d'une chaudière - VINCI FACILITIES	14-12-22	117,38
15625	MP - attribution - dépannage grille automatique - TKE	14-12-22	443,47
15630	MP - attribution - entretien et réparation d'une plateforme PMR - ZZED	14-12-22	2.080,24
15638	MP - attribution - fourniture et placement de mains-courantes en acier - NOEL A	14-12-22	13.089,34
15616	MP - attribution - installation d'une arrivée d'eau supplémentaire - SCOLOPENDRA (complément)	14-12-22	441,65
15585	MP - attribution - ouverture et fermeture du site Schols - IPGS (complément) (prix pour 2 mois)	14-12-22	477,95
15681	MP - attribution - remplacement pompe de circulation - VINCI FACILITIES	14-12-22	1.572,18
15629	MP - attribution - remorquage d'un véhicule - DEPANNAGE CHRISTOPHE	14-12-22	121,00
15666	MP - attribution - remplacement d'un module de la centrale incendie - ALLOSON	14-12-22	177,43
15593	MP - attribution - éclairages de sécurité, lampes TL et batteries - SOMATI FIE	14-12-22	1.705,37
15617	CA - travaux câblage et renouvellement armoires et éléments passifs - CIRB	14-12-22	50.963,29
15623	MP - attribution - vérification des portes coupe-feu - HOME PERSPECTIVE	14-12-22	520,30
15686	MP - attribution - gestion d'intrusion et contrôle d'accès - ALLOSON (complément)	20-12-22	4.324,10
15861	MP - attribution - fournitures techniques - GESIBOIS ABC, NEW GOFFIN, ELECTRIC ANDERLECHT, SANISTOCK sprl et CIPAC	20-12-22	77.534,88
15668	MP - attribution - consommables informatiques 2023 - ECOBUROTIC et CORONA PRINT	20-12-22	43.903,15
15738	MP - attribution - mise en conformité de l'installation électrique basse et haute tension (adaptation TGBT) - PUTMAN SA	20-12-22	822,21
15713	MP - attribution - jeux - DREAMLAND	20-12-22	738,35
15229	MP - attribution - sortie culturelle pour usagers - Musée des égouts	20-12-22	70,00
15772	MP - attribution - réparation bouton poussoir d'électro-aimant - ALLOSON	20-12-22	139,15
15792	MP - attribution - acquisition et livraison d'une friteuse horeca - MATORECA	20-12-22	189,43
15597	MP - attribution - maintenance du matériel et des logiciels informatiques pour 2023 - ECONOCOM	20-12-22	20.697,90
15689	MP - collecte, transport, destruction et recyclage des cartes médicales périmées des usagers - MONSEU RECYCLING (reconduction)	20-12-22	1.815,00
15690	MP - contrat de maintenance et dépannage des plateformes élévatrices et monte-charge (reconduction)	20-12-22	3.194,40
15691	MP - attribution - fournitures électriques et informatiques - ELECTRIC	20-12-22	827,12

15780	MP - attribution - fournitures de quincaillerie - CIPAC	20-12-22	716,57
15876	MP - attribution - installation traitement de l'air - BTA KOELING	20-12-22	62.429,91
15708	MP - attribution - Fournitures de protection urinaire et divers - ESSITY et WM SUPPLIES	20-12-22	292.076,33

MP/OO	Marché public/Openbare opdracht
MC/GO	Marché conjoint/Gezamenlijke opdracht
CA/AC	Centrale d'achat/Aankoopcentrale
	<p>Les décisions relevant de la compétence du Secrétaire général ont été prise par celui-ci. Le Bureau permanent (BP) en a alors été informé aux dates indiquées. En bleu, les décisions du Conseil de l'action sociale (CS).</p> <p>De beslissingen die tot de bevoegdheid van de Tijdelijk-Secretaris behoren, werden door hem genomen. Het Vast Bureau (VB) werd ervan op de aangeduide data geïnformeerd. De beslissingen van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn (RD) zijn in 't blauw.</p>

Liste des Conseillers – Rémunérations – Avantages – Représentations

Lijst van de Raadgevers – Bezoldigingen – Voordelen - Vertegenwoordigingen

Nom Naam	Prénom Voornaam	CPAS OCMW	Fonction Functie	Indemnité annuelle brute octroyée en 2022 Toegekende bruto jaarlijkse vergoeding in 2022	GSM	Montant Bedrag	Voiture/Essence Autres frais de représentation Wagen/Benzine Andere vertegenwoor- digingskosten	Total des rémunérations Totaal Bezoldigingen	Autres mandats gratuits - Conseil d'administration (CA) - Assemblée générale (AG) Andere gratis mandaten - Raad van Bestuur (RvB) - Algemene vergaderingen (AV)
BASTIN	Gérardine	Sint-Jans- Molenbeek- Saint-Jean	Conseiller/ Raadslid	116.215,32	oui/ja	0	non/nee	116.215,32	Mission locale de Molenbeek (AG et CA) Move (àpd 25.04.2019) Amphora (àpd 25.04.2019) Comité Directeur de la Fédération des CPAS - Brulocalis (à partir du 01.03.2019)
DEKENS	Tania	Sint-Jans- Molenbeek- Saint-Jean	Conseiller/ Raadslid	5.310,00	non/nee	0	non/nee	5.310,00	Amphora (AV en RvB) (vanaf 25.04.2019) Le Logement Molenbeekois (AV et RvB) (vanaf 25.04.2019) Igretec (AV) (vanaf 26.11.2019)
DUMONT	Marc	Sint-Jans- Molenbeek- Saint-Jean	Conseiller/ Raadslid	8.100,00	non/nee	0	non/nee	8.100,00	Mission locale de Molenbeek (AG et CA) (àpd 25.04.2019) Agence immobilière sociale de Molenbeek-Saint- Jean (AG et CA) (àpd 25.04.2019) Molenbeek Formation (AG et CA) (àpd 25.04.2019)
VAN MERRIS	Didier	Sint-Jans- Molenbeek- Saint-Jean	Conseiller/ Raadslid	11.086,37	non/nee	0	non/nee	10.816,37	Igretec (AG) (àpd 24.06.2020) Agence immobilière sociale de Molenbeek-Saint- Jean (AG et CA) (àpd 27.07.2022)

DUQUESNE	Pascal	Sint-Jans-Molenbeek-Saint-Jean	Conseiller/ Raadslid	11.652,42	non/nee	0	non/nee	12.624,78	asbl Amphora (AG et CA) (àpd 19.12.2019) Igretec (AG) (àpd 24.06.2020) A Vos Services (AG et CA) (àpd 30.01.2020)
LIEKENDAEL	Carine	Sint-Jans-Molenbeek-Saint-Jean	Conseiller/ Raadslid	2.880,00	non/nee	0	non/nee	2.880,00	Agence immobilière sociale de Molenbeek-Saint-Jean (AG et CA) (jusqu'au 27.07.2022)
MAGERUS	Christian	Sint-Jans-Molenbeek-Saint-Jean	Conseiller/ Raadslid	540,00	non/nee	0	non/nee	540,00	
RABATTI	Anna	Sint-Jans-Molenbeek-Saint-Jean	Conseiller/ Raadslid	5.310,00	non/nee	0	non/nee	5.310,00	Igretec (AG) (àpd 24.06.2020)
TIELENS	Nathalie	Sint-Jans-Molenbeek-Saint-Jean	Conseiller/ Raadslid	7.380,00	non/nee	0	non/nee	7.380,00	scrifs A Vos Services (AG et CA) (àpd 25.04.2019)
DAOUDI	Aicha	Sint-Jans-Molenbeek-Saint-Jean	Conseiller/ Raadslid	8.640,00	non/nee	0	non/nee	8.640,00	Plateforme du service d'aide à la jeunesse de la Fédération Wallonie-Bruxelles (àpd 25.04.2019)
VERHEYE	Pascal	Sint-Jans-Molenbeek-Saint-Jean	Conseiller/ Raadslid	3.150,00	non/nee	0	non/nee	3.150,00	
DELGADO FERNANDEZ	Maria Etelvina	Sint-Jans-Molenbeek-Saint-Jean	Conseiller/ Raadslid	990,00	non/nee	0	non/nee	990,00	Igretec (AG) (àpd 24.06.2020)
RASSON	Natalie	Sint-Jans-Molenbeek – Saint-Jean	Conseiller /Raadslid	630,00	non/nee	0	non/nee	630,00	
EL JAIDI AL QAZOUY	Ahmed	Sint-Jans-Molenbeek – Saint-Jean	Conseiller /Raadslid	4.230,00	non/nee	0	non/nee	4.230,00	
EL OUAKILI	Ibrahim	Sint-Jans-Molenbeek – Saint-Jean	Conseiller /Raadslid	2.430,00	non/nee	0	non/nee	2.430,00	Lid vanaf 27.07.2022

DAOUDI Aicha	10	-	46	22	18	-	-	-	
van MERRIS Didier-Charles	10	-	45 + 1	17	18 + 1	-	-	-	
VERHEYE Pascal	11	-	-	24	-	-	-	-	
RASSON Natalie	7 + 1	-	-	-	-	-	-	-	
EL JAIDI EL QAZOUY Ahmed	9 + 1	-	34	-	4	-	-	-	A partir du 22 02 2022
EL OUAKILI Ibrahim	6	2 + 1	18 + 1	1	-	-	-	-	Vanaf 27 07 2022

Bleu = remplacement de la présidente > 7 jours (salaire) / Blauw = vervanging van de voorzitter > 7 dagen (loon)

Mauve = remplacement de la présidente < 7 jours (jeton) / Paars = vervanging van de voorzitter < 7 dagen (zitpenning)

Rouge = présent sans jeton / Rood = aanwezig zonder zitpenning

Liste des membres du cabinet du/de la président/e

Il n'y a pas de cabinet de la Présidente.

Lijst van de leden van het kabinet van de voorzit(s)ter

Er is geen kabinet van de Voorzitter.